LE S.G DE L'ONU ANTONIO GUTERRES L'A AFFIRMÉ HIER À VIENNE

LA PAIX AU MOYEN-ORIENT PASSE PAR L'ÉDIFICATION D'UN ETAT PALESTINIEN

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré qu'aucune paix durable au Moyen-Orient ne serait possible sans garantir les droits légitimes du peuple palestinien, en particulier son droit à l'auto-détermination. Il a rappelé que la solution à deux États reste la seule option viable.



P.7

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient.» Ibn Khaldoun

Mercredi 8 Joumada El tani 1448 - 18 Novembre 2026 - N° 1433 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

AHMED ATTAF ENTAME UNE VISITE OFFICIELLE AU ROYAUME DE NORVÈGE



Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, mardi soir à Oslo (Norvège), pour une visite officielle au Royaume de Norvège, indique un communiqué du ministère.

P.3

OLYMPIADES AFRICAINES DES MÉTIERS À ORAN

UN ÉVÉNEMENT QUI RENFORCE LA COOPÉRATION CONTINENTALE

Des responsables et personnalités africains participant à la première édition des Olympiades africaines des métiers, organisée à Oran, ont souligné l'importance de cette manifestation continentale dans le développement des compétences professionnelles des jeunes et le renforcement des échanges d'expériences et de savoir-faire entre les pays africains.

P.16

PROGRÈS ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

LA BANQUE MONDIALE SALUE LA DYNAMIQUE INDUSTRIELLE CROISSANTE EN ALGÉRIE



P.4

La représentante résidente du Groupe de la Banque mondiale en Algérie, Mme Hacibayoglu Ceren, a exprimé, mardi à Sidi Bel-Abbes, son admiration quant à la dynamique industrielle croissante que connaît l'Algérie, saluant la capacité des investisseurs nationaux à concrétiser des projets à haute valeur ajoutée répondant aux normes internationales.

ECHANGES COMMERCIAUX

CRÉATION D'UNE ZONE FRANCHE À IN GUEZZAM POUR PROMOUVOIR LES EXPORTATIONS

Une zone franche commerciale, destinée notamment à accueillir des activités commerciales et d'exportation, a été créée dans la wilaya d'In Guezzam, en vertu du décret exécutif n 26-355 du 8 novembre 2026, signé par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb.
Publié au Journal officiel n° 79, ce décret fixe les modalités d'implantation géographique, de délimitation, la superficie, la consistance, le fonctionnement et la vocation de cette zone franche, ainsi que les activités dont l'exercice y est autorisé.

P.4

ACTUALITÉS NATIONALES

L'ALGÉRIE ACCUEILLE UN FORUM AFRICAIN SUR LES COMPÉTENCES ET LES MÉTIERS

NACIMA ARHAB MET EN AVANT LE RÔLE DU DIALOGUE ET DE LA COOPÉRATION ENTRE LES PAYS AFRICAINS

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a déclaré mardi à Oran que le Forum sur les politiques des compétences représente une plateforme africaine importante. Selon elle, ce forum permet de renforcer le dialogue et la coopération entre les pays, et d'unir les efforts pour développer les compétences et les métiers.

Par Ali Boudefel

Lors d'une déclaration à la presse, la ministre a expliqué que ce forum, organisé en marge des Olympiades africaines des métiers, constitue un espace d'échange et de coopération entre les pays africains. Il vise aussi à coordonner les efforts pour développer les compétences et les métiers, afin de mettre en place une formation adaptée aux changements économiques et technologiques, ainsi qu'aux besoins futurs du marché du travail.

Elle a précisé que la première phase du forum a été marquée par des échanges riches avec la participation de 28 délégations africaines. Ces rencontres ont permis de partager les expériences et de découvrir les pratiques utilisées dans le domaine de la formation professionnelle. Elles ont aussi offert à l'Algérie l'occasion de présenter son expérience et de s'informer de celles des pays participants.

Mme Arhab a estimé que la « Déclaration d'Oran sur les compétences », dont l'annonce officielle est prévue à la fin des travaux du forum, constituera une étape importante pour renforcer la coopération africaine et développer les compétences professionnelles des jeunes.

Elle a ajouté que les participants examinent et discutent actuellement le projet de cette déclaration, qui sera annoncé à l'issue des discussions prévues dans l'après-midi.

La ministre a salué le haut patronage accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux Olympiades africaines des métiers. Elle a également souligné le rôle de l'Algérie dans l'accueil de cet événement continental, la promotion des compétences et des métiers, ainsi que le renforcement de sa position dans le développement des qualifications professionnelles à l'échelle africaine.

Elle a insisté sur le fait que ces Olympiades ne se limitent pas à leur dimension compétitive. Elles comprennent aussi des séances de débat et des ateliers consacrés aux défis du développement des compétences sur le continent à moyen et à long terme, aux moyens de moderniser les systèmes de formation, de suivre les évolutions technologiques rapides et d'anticiper l'avenir des métiers.

Mme Arhab a également indiqué que cet événement ouvre de nouvelles perspectives aux jeunes Africains et renforce la culture de l'excellence, de la compétition et du partage d'expériences. Il contribue ainsi à faire des compétences professionnelles un levier essentiel du développement et du renforcement de la présence du continent dans le monde des métiers et des technologies.

Concernant la cérémonie d'ouverture des Olympiades, organisée lundi sous la supervision du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales, Brahim Merad, Mme Arhab a indiqué qu'elle a été marquée par un spectacle artistique mettant en scène les caractéristiques et la diversité du continent africain, tout en mettant en lumière les défis liés aux compétences et aux qualifications en Afrique.

A.B

OLYMPIADES AFRICAINES DES MÉTIERS À ORAN

L'ALGÉRIE RENFORCE SON ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA FORMATION DES JEUNES AFRICAINS

À l'occasion de l'ouverture des Olympiades africaines des métiers, organisées à Oran sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et en présence de plusieurs ministres, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, a déclaré avant-hier que l'Algérie poursuivait son engagement en faveur du renforcement de la coopération avec les pays africains frères, à travers des programmes de formation, des échanges d'expertises et l'octroi de 1 000 bourses de formation par an au profit de la jeunesse africaine.

Par Ikram Haou

Selon Mme Arhab, cette première édition des Olympiades africaines des métiers vise à développer les systèmes de formation afin de les hisser aux normes de qualité, en s'appuyant notamment sur l'expérience de l'Algérie dans l'organisation des Olympiades nationales des métiers. Cet événement continental constitue également une occasion de mettre en valeur les compétences et les capacités de la jeunesse africaine, qui représentent, selon elle, un véritable levier d'accès au marché du travail et un pilier du développement économique et social du continent. Il permet ainsi de créer une plateforme d'échange d'expériences et de promotion de l'excellence professionnelle. La ministre a également souligné l'importance du Forum africain des politiques des compétences, dont elle a présidé hier la cérémonie d'ouverture. Organisé par le ministère en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, cet événement réunit 28 délégations ministérielles, ainsi que des experts et des acteurs du secteur venus de différents pays du continent, afin d'échanger sur l'avenir des politiques de formation professionnelle et de développement des compétences.

Dans ce cadre, la ministre a expliqué la nécessité de réviser les programmes de formation, au regard des mutations et des évolutions que connaissent les marchés du travail sous l'effet des nouvelles technologies. L'objectif est de les adapter aux besoins actuels et futurs de nos économies et de nos sociétés.

Mme Arhab a également exprimé le souhait de voir les travaux de ce forum aboutir à des recommandations concrètes, susceptibles de renforcer la coordination entre les pays africains, de développer leurs systèmes de formation, d'améliorer l'employabilité des jeunes et d'élargir les perspectives de coopération et de partenariat dans le domaine du développement des compétences.

Elle a, par ailleurs, rappelé que les jeunes Africains ne sont pas seulement l'avenir du continent, mais également des acteurs incontournables de son présent. Elle a ajouté qu'il incombe au ministère de leur garantir une formation de qualité, adaptée aux mutations économiques et technologiques et capable de contribuer à la construction des économies africaines.

De son côté, le commissaire de l'Union africaine chargé de l'Éducation, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, le professeur Gaspard Banyankimbona, a déclaré que l'accueil par l'Algérie des Olympiades africaines des métiers témoignait de son attachement à une solidarité africaine profondément ancrée. Il a souligné que cette manifestation constituait une occasion de mettre en lumière la créativité et les capacités de la jeunesse africaine. Il a également félicité l'Algérie pour l'ensemble des efforts déployés en vue d'assurer la réussite de cet événement.

I. H.

M^ME MEDDAHI À L'OCCASION DE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISAN

L'ARTISANAT CONSTITUE DÉSORMAIS L'UN DES LEVIERS IMPORTANTS DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a souligné, lundi à Alger, que le secteur de l'artisanat était devenu l'un des leviers importants de l'économie nationale et un facteur efficace de préservation de l'identité culturelle et civilisationnelle de l'Algérie. Dans une allocution prononcée à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artisan, Mme Meddahi a affirmé que l'artisanat "n'est plus un simple patrimoine culturel et artistique, mais s'est transformé en l'un des leviers importants de l'économie nationale, grâce à sa contribution à la création de valeur ajoutée, à l'attraction des jeunes talents et à la concrétisation de leurs idées créatives en projets et en micro-entreprises réussis". Après avoir rappelé que l'artisan est considéré comme "le gardien de la mémoire culturelle et civilisationnelle nationale", Mme Meddahi a insisté sur l'importance de protéger les produits artisanaux algériens contre "la contrefaçon, le vol et l'appropriation illicite", ce qui a amené le ministère à placer la protection du patrimoine matériel et immatériel au cœur de ses priorités, en s'appuyant notamment sur "l'intensification des efforts visant à labelliser les produits artisanaux et à renforcer les mécanismes de protection des droits de création et d'innovation".

Dans ce contexte, elle a indiqué que le secteur compte "plus de 470.000 artisans inscrits à travers le territoire national, dont 150.000 femmes", le tissu artisanal englobant "plus de 300 activités".

Le secteur a également connu la création de "plus de 1,2 million d'emplois directs", faisant ainsi de l'artisanat "un véritable réservoir d'emplois et un outil efficace d'absorption du chômage", a souligné Mme Meddahi.

La ministre a, en outre, évoqué la 27e édition du Salon international de l'artisanat, prévue du 3 au 7 décembre prochain au Palais des expositions des Pins maritimes, qui constituera "un rendez-vous économique et culturel majeur à tous égards, d'autant qu'elle verra la participation de plus de 600 exposants et artisans issus des différentes wilayas du pays, ainsi que de représentants de 25 pays frères et amis".

A cette occasion, plusieurs artisans et start-up spécialisées dans la commercialisation des produits artisanaux, ont été honorés.

RA

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information

Edité par
EURL Rocher du Faucon
au capital de 100.000 DA

Directeur de Publication
Nasser
Mouzaoui

Siège social
Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er Mai – Alger.
Tél : 028 133 750
0558 765 425
0771 727 632
E-mail rocherdufaucon@gmail.com

"Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité"
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression d'Alger
Sia (centre)

DISTRIBUTION
Eurl Rocher du Faucon

ACTUALITÉS NATIONALES

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

AHMED ATTAF ENTAME UNE VISITE OFFICIELLE AU ROYAUME DE NORVÈGE

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, mardi soir à Oslo (Norvège), pour une visite officielle au Royaume de Norvège, indique un communiqué du ministère.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération bilatérale entre les deux pays et de l'intensification des consultations et de la coordination sur les différentes questions d'intérêt commun, précise le communiqué.

M. Attaf prendra également part aux travaux de la 23e réunion des ministres des Affaires étrangères des pays africains et d'Europe du Nord, une occasion pour renforcer le dialogue et la coordination autour des principales questions et des défis internationaux actuels.

En marge de cette rencontre multilatérale, le ministre d'Etat aura une série d'entretiens et de rencontres avec plusieurs de ses homologues des pays africains et d'Europe du Nord, conclut la même source.

RA



LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

UNE DÉLÉGATION DU CONSEIL DE LA NATION PARTICIPE À NAIROBI AUX TRAVAUX DU 3E SOMMET PARLEMENTAIRE MONDIAL

Une délégation du Conseil de la nation prend part aux travaux du 3e Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition, qui se tient à Nairobi (Kenya), indique mardi un communiqué de la chambre haute du Parlement.

"Chargés par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, le président de la commission de la Défense nationale, M. Belkacem Boukhari, et le rapporteur de la commission de la Santé, des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité nationale, M. Hamed Khadraoui, ont pris part, lundi soir à Nairobi, aux travaux du 3e Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition", lit-on dans le texte.

Durant les deux jours de cette rencontre, les participants examinent trois axes principaux portant sur "la réalisation du droit à l'alimentation à travers le développement inclusif et la justice sociale, le renforcement de l'accès à des régimes alimentaires sains et de leur consommation, ainsi que la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs, durables et résilients", ajoute la même source.

Ce sommet vise à "établir des liens entre les parlements et les réseaux parlementaires, à encourager la coopération et à renforcer les solutions communes face aux défis actuels et futurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition".

Dans ce cadre, M. Boukhari a donné une intervention consacrée à l'expérience algérienne "réussie dans la lutte contre la faim et la pauvreté", qui a permis à l'Algérie d'occuper "une place avancée aux niveaux international et régional", indique le communiqué.

"Le caractère social de l'Etat a contribué à garantir une alimentation complète à l'ensemble des citoyens, sans distinction,



grâce à des mesures sociales durables, notamment le soutien des prix des produits de première nécessité et l'allègement de la fiscalité sur certains produits de grande consommation", a ajouté M. Boukhari. Il a également évoqué le rôle important du Parlement dans "l'accompagnement des efforts visant à renforcer la sécurité alimentaire", en s'appuyant sur "une base constitutionnelle garantissant le droit à l'alimentation".

A ce titre, M. Boukhari a relevé que le Parlement algérien "s'oppose, à travers ses prérogatives législatives et de contrôle, à toute tentative de porter atteinte à ce droit fondamental, non seulement par l'adoption de lois agricoles, l'approbation des financements et le contrôle du budget, mais aussi par le durcissement des sanctions contre les auteurs de crimes environnementaux, notamment les incendies de forêt, ainsi que par la criminalisation de la spéculation illicite et des pratiques commerciales monopolistiques".

A noter que les travaux du sommet seront sanctionnés par l'adoption de la Déclaration de Nairobi sur l'action parlementaire contre la faim et la malnutrition.

RA

9E FORUM AFRICAIN DE LA JEUNESSE

LE CSJ S'EST ENVOLÉ POUR ADDIS-ABEBA

Une délégation du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) prend part aux travaux du 9e Forum africain de la jeunesse, qui se tient au siège de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba (Ethiopie), indique mardi un communiqué du Conseil.

La cérémonie d'ouverture de cet événement, organisé dans le cadre de la célébration du 20e anniversaire de la Charte africaine de la jeunesse, s'est déroulée en présence du président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, ainsi que de plusieurs responsables, représentants d'instances africaines et dirigeants de mouvements de jeunesse, aux côtés de l'ambassadeur d'Algérie en Ethiopie et son représentant permanent auprès de l'UA à Addis-Abeba, Mohamed Khaled, précise la même source.

Dans son allocution d'ouverture, le président de la Commission de l'UA a souligné que "l'autonomisation des jeunes constitue une priorité stratégique dans l'agenda de l'Union et un pilier essentiel pour réaliser la transformation économique et sociale du continent".

Il a insisté sur "la nécessité de passer des engagements inscrits dans la Charte africaine de la jeunesse à des résultats concrets permettant de renforcer les opportunités d'emploi, l'entrepreneuriat et la participation à la prise de décision".

Dans le cadre des travaux de ce Forum, qui constitue une étape pour renouveler les engagements africains en faveur des questions liées à la jeunesse, les représentants du CSJ ont pris part à une session de haut niveau consacrée à l'examen des questions relatives à la jeunesse africaine et des priorités en matière d'autonomisation, avec la participation du président de la Commission de l'UA, de responsables politiques et de jeunes leaders de différents pays du continent, outre l'échange de vues et la présentation des préoccupations liées à l'avenir de la jeunesse africaine, ajoute le communiqué.

RA

SENSIBILISATION DES CITOYENS À LA PRÉVENTION DES MALADIES

BOUSLIMANI SOULIGNE LE RÔLE DES MÉDIAS NATIONAUX

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a souligné, mardi à Alger, le rôle des médias nationaux dans la sensibilisation des citoyens à la prévention des maladies, et ce à l'occasion de la clôture des journées de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer de la prostate, organisées les 16 et 17 novembre dans le cadre du mois "Novembre bleu".

Organisée par la Maison de la presse Tahar-Djaout, cette initiative a été marquée par la réalisation d'examens médicaux durant deux jours, ainsi que par l'organisation d'activités de sensibilisation à l'importance de la prévention et du dépistage précoce du cancer de la prostate.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Bouslimani a mis en avant " le rôle des médias nationaux dans la sensibilisation des citoyens à la prévention des maladies", saluant la contribution des équipes médicales et des journalistes à la réussite de cette initiative, qui a permis de réaliser des examens médicaux au profit des professionnels des médias, considérés comme "un maillon essentiel dans la transmission des messages sanitaires aux citoyens".

Le ministre a souligné la nécessité de poursuivre les campagnes de sensibilisation tout au long de l'année et de ne pas les limiter au "Novembre bleu", précisant que cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère visant à "renforcer la communication institutionnelle et à rapprocher le citoyen des institutions et des structures de santé".

RA

LITÉS

RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'AAPO À ABIDJAN

MOHAMED ARKAB S'ENTRETIENT AVEC SON HOMOLOGUE CONGOLAIS

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a rencontré mardi à Abidjan, en Côte d'Ivoire, son homologue de la République du Congo, Stev Simplice Onanga. Cette rencontre a eu lieu en marge de sa participation à la 50e session du Conseil ministériel de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), selon un communiqué du ministère.

Par Youcef Hamidi

La réunion s'est tenue en présence de l'ambassadrice d'Algérie en Côte d'Ivoire, Selma Bakhta Mansouri, du président-directeur général du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, ainsi que de plusieurs responsables des deux parties, précise le communiqué. Lors de cette rencontre, les deux parties se sont félicitées du bon niveau des relations entre les deux pays. Ces relations reflètent la volonté de leurs dirigeants de renforcer la coopération bilatérale et d'élargir les perspectives d'investissement et de partenariat entre les entreprises algériennes et congolaises dans le domaine des hydrocarbures. Cela concerne notamment la recherche, l'exploration, la production de pétrole et de gaz, le développement des gisements, le raffinage, les services pétroliers, le gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que la pétrochimie et l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL). Les discussions ont également porté sur le renforcement de la coopération dans la formation des cadres et le développement des ressources humaines. Il s'agit notamment de tirer parti de l'expertise de l'Institut algérien du pétrole (IAP) et de la Sonatrach Management Academy (SMA). Les deux parties ont aussi évoqué l'échange d'expériences en matière de santé et de sécurité au travail, ainsi que le transfert de connaissances et de savoir-faire technique, indique la même source.

Cette rencontre s'inscrit dans la volonté de l'Algérie de renforcer ses relations de coopération et de partenariat avec les pays africains frères. Elle vise aussi à intensifier les initiatives communes dans le domaine des hydrocarbures, conformément à l'approche de coopération Sud-Sud. Cette approche repose sur la conjugaison des efforts et l'échange d'expertises. Elle vise à soutenir le développement durable, à contribuer à la valorisation optimale des ressources naturelles du continent africain, à renforcer l'intégration énergétique africaine et à répondre aux aspirations des peuples au progrès et à la prospérité, conclut le communiqué.

Y.H

ACTUA

PROGRÈS ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

LA BANQUE MONDIALE SALUE LA DYNAMIQUE INDUSTRIELLE CROISSANTE EN ALGÉRIE

La représentante résidente du Groupe de la Banque mondiale en Algérie, Mme Hacibayoglu Ceren, a exprimé, mardi à Sidi Bel-Abbes, son admiration quant à la dynamique industrielle croissante que connaît l'Algérie, saluant la capacité des investisseurs nationaux à concrétiser des projets à haute valeur ajoutée répondant aux normes internationales.

Cette déclaration est intervenue lors d'une visite effectuée par une délégation du Groupe de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (SFI) à l'usine "TAZi Holding Capsual", implantée dans la zone industrielle de Sidi Bel-Abbes et spécialisée dans la fabrication de gélules vides destinées aux industries pharmaceutiques, parapharmaceutiques et aux compléments alimentaires, afin de s'enquérir de près de ses capacités de production et des perspectives d'accompagnement.

Pour sa part, le délégué régional Ouest du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Mohamed El Amine Tazi, a indiqué que cette visite s'inscrit dans le cadre de la tournée effectuée par la délégation dans l'Ouest du pays, à l'issue des travaux de la journée d'information organisée lundi à Oran, en partenariat avec le CREA, autour des mécanismes de financement des projets d'investissement.

A cette occasion, la délégation a pris connaissance des différents équipements modernes et des lignes de production de cette usine, considérée comme la première du genre en Afrique et au Moyen-Orient dans le domaine de la production de gélules fabriquées à partir de gélatine bovine et de gélatine végétale (HPMC), selon les explications fournies lors de la visite.

La capacité de production de cette unité industrielle s'élève à 3 millions de gélules par jour et par machine, avec une capacité globale atteignant 7 milliards de gélules par an, contribuant ainsi à couvrir les besoins du marché national et à réduire les importations, tout en générant 250 emplois directs et 200 emplois indirects, a-t-on indiqué.

RE

ENERGIE

ADJAL EXAMINE À ABIDJAN LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION AVEC LE MINISTRE IVOIRIEN DES MINES, DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, s'est entretenu, mardi à Abidjan (Côte d'Ivoire), avec le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Energie, Mamadou Sangafowa Coulibaly, sur les moyens de développer la coopération bilatérale et d'explorer de nouvelles opportunités de partenariat, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite de travail qu'effectue M. Adjal en République de Côte d'Ivoire, du 16 au 19 novembre courant, et qui s'inscrit dans une démarche visant à "renforcer les relations de coopération entre les deux pays".

"Cette visite comprend une série de rencontres et d'activités visant à renforcer la coopération bilatérale et à consolider les relations de partenariat entre l'Algérie et la République de Côte d'Ivoire dans les domaines de l'énergie et des énergies renouvelables", précise la même source.

Les entretiens entre les deux parties ont porté sur "les moyens de développer la coopération bilatérale et d'explorer de nouvelles opportunités de partenariat dans les différents domaines de l'énergie, notamment à travers l'échange d'expertises et le renforcement de la coopération technique et de l'investissement, et devraient être couronnés par la signature d'un contrat dans le domaine énergétique", ajoute le communiqué.

Cette visite constitue "une nouvelle étape dans le processus de renforcement des relations de coopération algéro-africaines et une occasion de mettre en avant l'expertise et les capacités algériennes dans le secteur de l'énergie, d'élargir les domaines de partenariat avec les pays africains et d'explorer de nouvelles perspectives prometteuses de coopération et d'investissement, contribuant ainsi au soutien du développement énergétique et au renforcement de l'intégration à l'échelle du continent africain", conclut le communiqué.

RE

ECHANGES COMMERCIAUX

CRÉATION D'UNE ZONE FRANCHE À IN GUEZZAM POUR PROMOUVOIR LES EXPORTATIONS

Une zone franche commerciale, destinée notamment à accueillir des activités commerciales et d'exportation, a été créée dans la wilaya d'In Guezzam, en vertu du décret exécutif n 26-355 du 8 novembre 2026, signé par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb.

Publié au Journal officiel n 79, ce décret fixe les modalités d'implantation géographique, de délimitation, la superficie, la consistance, le fonctionnement et la vocation de cette zone franche, ainsi que les activités dont l'exercice y est autorisé.

Selon le texte, la zone franche commerciale d'In Guezzam comprend l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers mis à sa disposition par l'Etat, ainsi que ceux réalisés par le concessionnaire, en vue d'assurer son fonctionnement. Ces biens englobent notamment les infrastructures, les immeubles et les terrains destinés aux activités des opérateurs économiques, ainsi que les locaux abritant les services publics.

Le décret précise que les activités exercées au sein de cette zone sont de nature commerciale, notamment l'exportation.

La gestion de cette zone franche sera confiée à un établissement public à caractère industriel et commercial, dans le cadre du dispositif de concession de gestion des zones franches, conformément à la réglementation en vigueur. A titre provisoire, l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AACI) est chargée de réaliser, au profit de l'autorité concédante, les travaux nécessaires à l'exploitation de la zone, et ce, jusqu'à l'installation de l'établissement public appelé à en assurer la gestion. L'annexe du décret précise que cette zone franche, d'une superficie de 60 hectares, est implantée dans la commune d'In Guezzam, à 10 km du chef-lieu de la wilaya et à proximité du poste frontalier avec le Niger.

RE

TRANSPORT FERROVIAIRE

SAYOUD PRÉSIDE UNE RÉUNION DE COORDINATION AVEC LES CADRES DE LA SNTF

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, mardi à Alger, une réunion de coordination avec les cadres de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), consacrée à l'examen de la situation générale de la société et au suivi de son activité et de ses investissements, indique un communiqué du ministère.

La réunion a porté sur la gestion et l'exploitation du réseau ferroviaire, ainsi que sur l'activité du transport de marchandises par train au niveau des ports nationaux, précise la même source.

Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du secrétaire général et du chef de cabinet du ministère, du DG de la mobilité et de la logistique, ainsi que du DG de la SNTF, s'inscrit dans le cadre de la série de réunions périodiques consacrées au suivi de la situation des entreprises relevant du secteur et à l'évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de leurs programmes et projets".

RE

ACTUALITÉS NATIONALES

EDUCATION NATIONALE

TIZI OUZOU RENFORCE SES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

La wilaya de Tizi Ouzou renforce son secteur éducatif avec le lancement et la relance de plusieurs projets scolaires. Ces nouvelles infrastructures visent à améliorer les conditions de scolarisation dans plusieurs communes.

Par Hamida Indja

Avant-hier, les services de la wilaya ont annoncé le lancement officiel des travaux de réalisation de deux nouvelles écoles dans la commune d'Irdjen, située à l'est de Tizi Ouzou. Cette décision vise à renforcer les infrastructures éducatives de la région et à améliorer les conditions d'accueil des élèves.

Lors d'une visite de travail, le wali, Aboubakr Essedik Boucetta, a officiellement donné le coup d'envoi de la réalisation de ces deux établissements. Selon la même source, le premier projet concerne un collège de type CEM de base 6, qui sera implanté dans le nouveau quartier des 474 logements sociaux. Le second porte sur la construction d'une école primaire au niveau du quartier des 2 300 logements AADL.



À cette occasion, le premier responsable de la wilaya a instruit les services concernés de mobiliser tous les moyens humains et matériels nécessaires afin de garantir l'achèvement des deux projets dans les délais contractuels, tout en veillant au respect des normes de qualité.

Par ailleurs, au cours de cette même visite, le wali a annoncé la reprise des travaux de réalisation de deux nouveaux lycées dans la commune de Tizi Ouzou. Chaque établissement disposera d'une capacité d'accueil de 1 000 places pédagogiques. Le wali a également instruit le directeur des équipements publics d'assurer un suivi rigoureux de l'avancement des chantiers. Il lui a demandé de veiller à ce que les entreprises chargées de la réalisation de ces projets mobilisent tous les moyens indispensables pour achever et livrer les ouvrages dans les délais impartis.

Il a souligné que, pour l'année 2026, le secteur des équipements publics a bénéficié de 55 opérations, dont 12 concernent les infrastructures éducatives. Celles-ci portent précisément sur la réalisation de quatre lycées, trois collèges et cinq groupes scolaires, répartis à travers différentes communes de la wilaya.

Trois de ces lycées sont programmés dans la commune de Tizi Ouzou, dont deux au niveau du pôle d'excellence et un établissement de remplacement à la cité Chahid Hamel Laâmara. Le quatrième lycée est prévu dans la commune de Fréha.

Par ailleurs, trois CEM sont également programmés au pôle d'excellence de Tizi Ouzou, à Makouda et à Draâ El Mizan. À cela s'ajoute la réalisation de cinq groupes scolaires dans les communes d'Aghribs, de M'Kira, de Frikat, d'Azazga et de Mekla.

H I

OLÉICULTURE À JIJEL

LES OLIVIERS INCENDIÉS PEUVENT RENAÎTRE

Par Sarah Flifti

Une journée de vulgarisation consacrée à la restauration des vergers oléicoles endommagés par les incendies de l'été dernier s'est tenue lundi à Jijel. Les spécialistes ont notamment insisté sur les capacités naturelles de régénération de l'olivier et sur les techniques permettant de favoriser sa reprise.

Les oliviers touchés par les incendies ne sont pas nécessairement condamnés à disparaître. Tel est le message principal d'une rencontre technique organisée lundi dernier au centre culturel islamique Ahmed-Hammani de Jijel, à l'initiative de la Chambre d'agriculture de la wilaya.

Lors de cette journée, l'expert international en oléiculture de l'université de Bordj Bou Arreridj, Mokhtar Guissous, a invité les agriculteurs et les vulgarisateurs présents à ne pas arracher trop rapidement les arbres endommagés. Il a rappelé que l'olivier dispose d'une importante capacité de régénération, à condition que son système racinaire ait été préservé.

Selon ses explications, les racines profondes de l'arbre peuvent favoriser l'apparition de nouvelles pousses destinées à remplacer les branches détruites par le feu. Cette reprise végétative permet à l'olivier de retrouver progressivement sa capacité de production, avec de premiers rendements attendus dès la troisième année.

L'expert a également détaillé les étapes à suivre pour accompagner ce processus. Il a notamment recommandé une période d'observation de deux à trois mois après l'incendie, afin de vérifier si de nouveaux bourgeons apparaissent.

Des interventions adaptées et des soins supplémentaires doivent ensuite être apportés aux arbres pour soutenir leur rétablissement. Par ailleurs, il a préconisé l'aménagement de cuvettes au pied des oliviers afin de retenir les eaux pluviales et de faciliter leur absorption par le sol. Cette pratique contribue également à limiter l'érosion et le ruissellement.

Le président de la Chambre d'agriculture de Jijel, Toufik Bekka, a annoncé que cette première rencontre théorique serait suivie d'une journée pratique dans plusieurs vergers oléicoles de la wilaya.

Des démonstrations doivent ainsi permettre aux agriculteurs de mieux maîtriser les techniques de réhabilitation des arbres brûlés, plutôt que de les remplacer, une solution qui aurait nécessité plusieurs années avant d'atteindre les rendements souhaités.

L'initiative vise ainsi à accompagner les exploitants agricoles dans la restauration de leurs vergers et à préserver le potentiel oléicole de la région.

S.F

IN-GUEZZAM

TRANSFERT D'EAU VERS TIN-ZAOUATINE

Le projet stratégique de transfert d'eau sur près de 250 km, depuis les nappes hydriques de Tanezrouft, wilaya de Bordj Badji-Mokhtar, vers la région de Tin-Zaouatine, dans la wilaya d'In-Guezzam, constitue l'un des projets stratégiques visant à renforcer la sécurité hydrique dans les régions du Sud et les zones frontalières.

D'un coût de 27 milliards DA, ce projet, lancé hier par le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, répond aux préoccupations et aux revendications des habitants de la région de Tin-Zaouatine et vise une amélioration de leur approvisionnement en eau potable et de leurs conditions de vie, et au renforcement du service public de l'eau dans cette région frontalière.

Le projet prévoit la réalisation et l'équipement de cinq (5) forages profonds, d'une profondeur de 300 mètres chacun, ainsi que la réalisation et la pose de 248 km de conduites d'adduction d'eau, dont les diamètres varient entre 160 et 400 mm, utilisant des canalisations en polyéthylène haute densité (PEHD) et en acier, selon le ministère de l'Hydraulique.

L'opération comprend aussi la réalisation de trois (3) réservoirs de de 2.000 M3 chacun, quatre (4) stations de pompage, d'un débit de 100 litres/seconde chacune, en plus de la mise en place d'un système moderne de gestion, de surveillance et de télégestion.

Afin d'accélérer le rythme de réalisation et d'assurer la maîtrise des différentes phases de l'ouvrage, le projet a été réparti en quatre (4) lots, avec un délai de réalisation d'une année.

En outre, le ministre de l'Hydraulique a indiqué que des cellules de suivi, composées d'équipes techniques de suivi sur le terrain, seront constituées pour suivre l'état d'avancement des travaux et accompagner les différentes phases de réalisation du projet, ajoutant que les dispositions nécessaires seront prises pour garantir sa réception dans les délais contractuels.

Par ailleurs, le projet s'appuie sur l'exploitation de technologies modernes en matière de gestion, de surveillance et de télégestion, permettant d'assurer un suivi permanent des infrastructures et des équipements, d'améliorer la gestion et l'exploitation de la ressource hydrique et de garantir la continuité du service public d'approvisionnement en eau potable, selon les explications fournies.

Cette réalisation constituera un acquis important pour les habitants de la région de Tin-Zaouatine, compte tenu de son rôle dans la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable, le renforcement de la sécurité hydrique et l'amélioration des conditions de vie dans la région, a-t-on souligné lors du lancement du projet.

RR

CONSTANTINE

ACTIVATION D'UN SERVICE D'HOSPITALISATION À DOMICILE

Un service d'hospitalisation à domicile (HAD), destiné aux malades atteints de cancer, a été récemment activé à Constantine, a-t-on appris hier de la direction de la santé et de la population DSP.

Une équipe médicale et paramédicale a été mobilisée dans ce cadre, opérant en coordination avec le Centre anti-cancer (CAC) du Centre Hospitalo-universitaire CHU Benbadis et l'établissement public hospitalier EPH de Didouche Mourad, a précisé Dr. Imène Brahimi cadre de la DSP.

Le dispositif assure le suivi médical des patients à domicile et la dispensation des soins nécessaires, notamment palliatifs, dans le but d'atténuer leurs souffrances et de limiter les déplacements des malades vers les structures hospitalières et de leur garantir une meilleure continuité des soins, a souligné la même source.

Les interventions sont déclenchées à la demande des médecins spécialistes (traitants) au moyen d'une plateforme dédiée permettant de coordonner les sollicitations et les déplacements de l'équipe auprès des patients, a fait savoir la même source. L'initiative permettra d'alléger la pression sur les établissements hospitaliers assurant la prise en charge oncologique, tout en offrant aux malades un accompagnement médical de proximité, adapté à leur état de santé.

RR

MONDIALE

PANNES ET CHAOS NUMÉRIQUE

LE MONDE « MODERNE »FACE AU COÛT EXORBITANT DES DÉFAILLANCES TECHNOLOGIQUES

La récente panne informatique qui a touché les appareils de la compagnie aérienne américaine United Airlines souligne un problème sérieux. Derrière ce simple bug technique se cache un souci alarmant pour ce monde moderne : les économies qui reposent entièrement sur des ordinateurs et des réseaux ultra-sensibles. Même si les techniciens ont réussi à régler le problème rapidement, cet incident montre que le moindre grain de sable numérique peut paralyser toute une chaîne d'activités et engendrer des pertes financières considérables.



Par Rihab Taleb

Des millions de dollars envolés en quelques minutes

Dans l'industrie du transport aérien, le modèle économique est basé sur une organisation extrêmement stricte. Pour qu'une compagnie gagne de l'argent, ses avions doivent voler presque sans arrêt, enchaînant les trajets avec un temps minimum d'immobilisation au sol. Lorsqu'un outil informatique indispensable tombe en panne, comme le système qui sert à calculer et à vérifier le poids exact d'un avion avant le décollage, la loi impose de tout arrêter immédiatement pour éviter tout risque d'accident.

Les pertes financières pour l'entreprise commencent dès la première minute d'arrêt. Les études menées dans le secteur du transport et de la logistique montrent qu'une panne informatique non planifiée coûte en moyenne des dizaines de milliers de dollars par minute en frais d'exploitation perdus. Pendant que les avions restent cloués au sol, les dépenses fixes continuent de tomber de manière implacable, comme le remboursement des emprunts ou des locations d'appareils, ainsi que les assurances. En plus des coûts immédiats très élevés, la compagnie doit payer des heures supplémentaires aux pilotes, aux hôtesses, aux stewards et aux techniciens au sol, financer les repas et les chambres d'hôtel des milliers de voyageurs bloqués dans les aéroports, et parfois rembourser intégralement les billets. À l'échelle mondiale, les pannes informatiques et les retards qu'elles provoquent font perdre chaque année plusieurs milliards de dollars aux compagnies aériennes, réduisant d'autant leurs bénéfices et leur valeur en Bourse.

Les dommages collatéraux sur l'économie des États-Unis

Le transport aérien n'est pas seulement un service de voyage, c'est l'un des piliers majeurs de la puissance économique américaine. Lorsqu'une grande compagnie comme United Airlines subit un tel dysfonctionnement, les dégâts se propagent rapidement à l'ensemble du pays, touchant des secteurs qui n'ont pourtant aucun lien direct avec l'aviation.

D'un côté, la productivité nationale chute de façon mesurable. Des milliers de cadres dirigeants, d'ingénieurs, de techniciens spécialisés et d'entrepreneurs se retrouvent coincés dans les files d'attente des aéroports. En ratant des réunions de négociation, des salons professionnels ou des signatures de contrats indispensables, ils font perdre un temps précieux et des millions de dollars de chiffre d'affaires à leurs entreprises.

D'un autre côté, de nombreux avions de ligne ne transportent pas seulement des passagers, ils acheminent aussi du fret express et des colis urgents dans leur soute. Un retard au décollage perturbe l'approvisionnement des usines qui fonctionnent sans stocks, obligeant parfois des lignes de production de composants électroniques ou de pièces mécaniques à ralentir, voire à s'arrêter faute de matière première. Enfin, les marchés financiers réagissent très mal à ces incidents à répétition. Les investisseurs sanctionnent l'entreprise en faisant baisser le cours de son action, car ils s'inquiètent de la mauvaise gestion des investissements technologiques et de la sécurité des infrastructures informatiques internes.

La menace mondiale des cyberattaques et des pannes globales

Aujourd'hui, les pays industrialisés dépendent de réseaux informatiques mondialisés et interconnectés. Les institutions financières et économiques estiment que la criminalité informatique, les logiciels malveillants et les pannes de réseaux majeurs coûtent désormais plus de 10 500 milliards de dollars par an à l'économie mondiale. Cette somme colossale regroupe la valeur des richesses perdues lors des arrêts d'activité, les rançons payées par les entreprises attaquées, ainsi que les dépenses massives que les gouvernements et les multinationales doivent engager pour renforcer leurs pare-feux et protéger leurs serveurs.

Si un virus informatique puissant ou un bug mondial venait à paralyser durablement les réseaux de transport, les systèmes bancaires ou l'approvisionnement en électricité d'un grand pays, c'est toute la croissance économique internationale qui pourrait s'effondrer. Pour les chefs d'État, la protection des systèmes informatiques n'est donc plus un simple détail technique, mais le bouclier indispensable pour préserver la stabilité et la prospérité de la planète entière.

R.T

ECONO

PARTENARIAT STRATÉGIQUE

LA CÔTE D'IVOIRE ET LE BOTSWANA CONVIENNENT DE RENFORCER LEUR COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Le président ivoirien Alassane Ouattara et son homologue botswanais Duma Gideon Boko ont convenu lundi à Abidjan de renforcer la coopération entre leurs deux pays, notamment dans les domaines des mines, de l'énergie, de l'agriculture et des échanges économiques. M. Boko effectue une visite d'Etat en Côte d'Ivoire du 15 au 18 novembre 2026. Selon M. Ouattara, cette visite revêt une importance particulière et devrait contribuer à accroître les échanges entre les deux pays, qui "ne reflètent pas du tout le potentiel de nos économies". Les deux chefs d'Etat ont notamment évoqué les moyens de raffermir leurs relations bilatérales et ont passé en revue plusieurs questions d'ordre international, notamment les enjeux sécuritaires et géopolitiques sur le continent africain. M. Ouattara a salué les progrès économiques et les efforts de bonne gouvernance du Botswana, tout en rappelant les avancées récentes de la coopération bilatérale. Il a également invité le secteur privé botswanais à investir en Côte d'Ivoire, notamment dans les secteurs des mines et du pétrole ainsi que dans les projets structurants prévus dans le Plan national de développement (PND) 2026-2030. De son côté, M. Boko a insisté sur la nécessité de diversifier les économies des deux pays, en mettant notamment à profit leurs ressources naturelles et minérales, leurs terres agricoles et leur population jeune. Les deux pays ont par ailleurs conclu lundi plusieurs mémorandums d'entente couvrant notamment les mines, l'énergie, l'économie, la diplomatie ainsi que la santé humaine et animale. La visite de M. Boko doit également être marquée par sa participation, mercredi, à l'ouverture de la deuxième édition du Salon international des ressources extractives et énergétiques (SIREXE), dont le Botswana est le pays invité d'honneur.

R.E

DROITS DE DOUANE

CHINE ET CANADA S'ENTENDENT SUR DE NOUVELLES RÉDUCTIONS

Chine et Canada se sont entendus mardi sur de nouvelles réductions des droits de douane réciproques, a annoncé le gouvernement canadien après une rencontre entre le Premier ministre Mark Carney et le président Xi Jinping. Les allègements consentis par la Chine portent sur environ 400 millions de dollars canadiens d'exportations notamment de poisson, de fruits de mer, a indiqué le gouvernement canadien dans un communiqué à l'occasion d'un sommet régional Asie-Pacifique à Shenzhen (Chine). En retour, le Canada prolonge de deux ans des mesures d'exonération applicables à certains produits chinois en acier et en aluminium. Ces mesures devaient expirer fin 2026. Le Canada étend ces exonérations à 32 catégories supplémentaires de produits en acier et en aluminium. Ces annonces s'inscrivent dans le cadre du nouveau partenariat entre les deux pays concrétisé en janvier par la visite de M. Carney en Chine après des années de brouille et de restrictions commerciales. Elles relèvent des efforts de M. Carney de réduire la dépendance historique aux relations avec le voisin américain et de se soustraire aux pressions exercées par l'administration Trump.

M. Carney avait annoncé en janvier que son pays autoriserait l'entrée au Canada de 49.000 véhicules électriques fabriqués en Chine, à des droits de douane préférentiels de 6,1%, soit un retour au niveau de 2023 antérieur aux mesures de rétorsion mutuelles selon lui.

Les dispositions annoncées mardi s'ajoutent à la prolongation récente, pour deux ans, de l'allégement des droits de douane sur les exportations canadiennes de tourteaux de colza, de pois, de homards et de crabes, dit le gouvernement canadien.

"A ce jour, le Canada a rétabli l'accès au marché pour plus de 90 % des échanges qui faisaient auparavant l'objet de mesures tarifaires (chinoises), ce qui représente près de 7,5 milliards de dollars (canadiens) d'exportations canadiennes", souligne-t-il.

R.E

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

LE S.G DE L'ONU ANTONIO GUTERRES L'A AFFIRMÉ HIER À VIENNE

LA PAIX AU MOYEN-ORIENT PASSE PAR L'ÉDIFICATION D'UN ETAT PALESTINIEN

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré qu'aucune paix durable au Moyen-Orient ne serait possible sans garantir les droits légitimes du peuple palestinien, en particulier son droit à l'autodétermination. Il a rappelé que la solution à deux États reste la seule option viable.

Par Yacine Boudali



Ces propos ont été tenus dans un message adressé au Séminaire international des Nations unies sur les médias et la paix au Moyen-Orient pour 2026. Ce séminaire est organisé par le Département de la communication globale au Centre international de Vienne. Le message a été lu en son nom par la secrétaire générale adjointe à la communication, Melissa Fleming. Le secrétaire général de l'ONU a également demandé que cessent les attaques contre les journalistes qui couvrent les événements dans les territoires palestiniens occupés. Il a aussi appelé à traduire en justice les responsables de ces actes.

Il a fait remarquer que la couverture médiatique depuis les territoires palestiniens occupés est devenue plus dangereuse et plus complexe depuis le début de l'offensive israélienne, le 7 octobre 2023. Dans la bande de Gaza, les journalistes palestiniens ont documenté d'immenses souffrances humaines, au prix de lourds sacrifices pour eux-mêmes et pour leurs familles.

De nombreux journalistes ont été arrêtés, agressés ou tués dans l'exercice de leur métier. Cela fait de ce conflit le plus meurtrier pour les journalistes depuis la création de l'ONU, a-t-il souligné.

M. Guterres a en outre appelé à lever sans délai les restrictions imposées à l'accès des journalistes internationaux à la bande de Gaza. Cela doit leur permettre d'assurer une couverture médiatique plus indépendante.

En Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, les journalistes font également face à des menaces et à des agressions persistantes. Ce contexte est marqué par l'intensification des violences des colons, la multiplication des attaques israéliennes et d'autres évolutions préoccupantes, a-t-il ajouté.

Réaffirmant que la solution à deux États reste la seule voie viable, le secrétaire général de l'ONU a plaidé pour la coexistence de deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité. Ces États devraient avoir des frontières sûres fondées sur les lignes d'avant 1967, conformément au droit international, aux résolutions de l'ONU et aux accords antérieurs. La bande de Gaza et la Cisjordanie font partie intégrante de l'État palestinien.

Y.B

SOMALIE

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ TIENT UNE RÉUNION À HUIS CLOS SUR LA MISSION DE SOUTIEN DE L'UA

Le Conseil de sécurité des Nations unies tient, mardi, une réunion à huis clos consacrée à la Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM).

Le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé de l'Afrique aux départements des Affaires politiques et de la consolidation de la paix et des Opérations de paix, Martin Kimani, ainsi que le représentant spécial du président de la Commission de l'Union africaine en Somalie et chef de la mission, El Hadj Ibrahim Dieng, présenteront des exposés sur la question.

Cette réunion intervient dans un contexte marqué par les défis croissants auxquels fait face la mission en matière de pérennité de ses opérations, en raison de l'insuffisance persistante des financements et du manque de visibilité sur les perspectives du soutien international, malgré la poursuite de son appui aux forces somaliennes dans leurs opérations contre le groupe terroriste shebab.

Dans ce contexte, un rapport du secrétaire général de l'ONU, daté du 28 octobre dernier, indique que le Bureau d'appui des Nations unies en Somalie a réduit ses dépenses de 25 % par rapport à son budget approuvé pour l'exercice 2025-2026, qui s'élevait à 520,6 millions de dollars. Par ailleurs, la cinquième Commission de l'Assemblée générale a approuvé, en juin dernier, un budget revu à la baisse de 481,4 millions de dollars pour l'exercice 2026-2027. Sur le plan politique, cette réunion intervient au lendemain de la fin du mandat de la Mission transitoire d'assistance des Nations unies en Somalie (UNTMIS), le 31 octobre dernier, à l'issue de la période de transition de deux ans, ses fonctions ayant été transférées aux institutions somaliennes et à l'équipe de pays des Nations unies. Les membres du Conseil de sécurité devraient, à cette occasion, souligner la nécessité de poursuivre la coordination entre l'ONU, l'UA et les pays contributeurs de troupes, et de veiller à ce que les décisions relatives au soutien logistique et au renouvellement du mandat de la mission soient fondées sur les besoins opérationnels réels.

R.I

CISJORDANIE OCCUPÉE

UN COLON FONCE SUR DES PALESTINIENS, CINQ BLESSÉS

Cinq Palestiniens ont été blessés lundi après avoir été renversés par un colon sioniste dans le sud de la Cisjordanie occupée, selon un responsable local et le Croissant-Rouge palestinien.

Les faits se sont produits alors que plusieurs personnes s'étaient rassemblées sur le lieu d'un accident de la route, dans la localité de Tuqu', au sud-est de Beitlahm.

Selon le maire de Tuqu', Saqr Suleiman, un colon sioniste, roulant à vive allure, a renversé un groupe de Palestiniens rassemblés près de la route principale de la ville.

Les forces sionistes arrivées sur les lieux "ont lancé des grenades assourdissantes et agressé un certain nombre d'habitants", a-t-on ajouté.

Le Croissant-Rouge palestinien a indiqué que ses équipes à Beitlahm ont soigné cinq personnes blessées après avoir été renversées par un colon près de la ville de Tuqu'.

Le ministère palestinien des Affaires étrangères a condamné "un acte terroriste commis par un colon qui a renversé au moins huit citoyens".

L'incident "s'inscrit dans le contexte de l'escalade des attaques organisées par les colons contre les citoyens palestiniens, menées sous la protection et avec le soutien fournis par les autorités de l'occupation", a écrit le ministère dans un communiqué.

Il a insisté sur "la nécessité de traduire en justice le colon terroriste qui a commis ce crime, ainsi que tous les colons impliqués dans des crimes et des attaques contre le peuple palestinien".

R.I

SOUDAN DU SUD

UNE FUSILLADE DANS UN MARCHÉ FAIT 17 MORTS ET 23 BLESSÉS

Une fusillade a fait 17 morts et 23 blessés dans un marché du nord-ouest du Soudan du Sud, a-t-on indiqué lundi de sources administrative et sécuritaire. Vendredi, deux groupes issus de deux districts de l'Etat de Warrap (nord-ouest) se sont affrontés dans un marché de la ville de Makuach, faisant 17 tués et 23 blessés, a déclaré Machuei Bith, commissaire administratif par intérim du comté de Tonj East.

Les affrontements ont démarré lorsqu'un homme a attaqué un autre. "Aussitôt, les membres des clans des deux camps se sont joints aux combats, ce qui a entraîné la mort de nombreuses personnes et fait plusieurs blessés", a affirmé Machuei Bith.

Le bilan a été confirmé à des médias par un responsable sécuritaire local. Le gouverneur de l'Etat de Warrap a déployé des troupes pour empêcher de nouvelles violences, a-t-il poursuivi.

Le mois dernier, au moins 72 personnes avaient été tuées lors de violences intercommunautaires à la frontière de l'Etat de Warrap et de l'Etat voisin d'Unity.

La région est enfermée depuis des années dans un cycle de meurtres par vengeance, de raids pour du bétail et de combats pour le contrôle de territoires, aggravé par la prolifération des armes à feu.

R.I

YÉMEN

PLUS DE 340.000 PERSONNES SONT DÉSORMAIS DÉPLACÉES AU YÉMEN

Le conflit au Yémen continue de forcer les populations à fuir leurs foyers, le nombre de personnes déplacées dépassant désormais les 340.000, ont déclaré lundi des sources onusiennes. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a indiqué que les deux tiers des 340.000 personnes déplacées provenaient du gouvernorat de Taïz. Les restrictions imposées sur les principaux axes de transport menacent également de perturber davantage l'acheminement de l'aide vitale. "Malgré ces contraintes, l'ONU et ses partenaires humanitaires continuent d'acheminer l'aide", a déclaré le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). "L'aide d'urgence a désormais atteint plus de 270.000 personnes déplacées, soit environ les deux tiers de l'ensemble des personnes déplacées, et plus de 202.000 d'entre elles ont reçu une aide financière d'urgence", a-t-il ajouté. L'OCHA a indiqué que la situation continuait de se détériorer dans la ville de Taïz. Selon le gouvernement, les restrictions d'accès touchent environ 1,3 million de personnes dans cinq districts. "L'approvisionnement en gaz de cuisine est bloqué depuis début octobre, et l'on constate des pénuries de carburant, de nourriture et d'eau", a précisé le bureau. L'OCHA appelle "à un accès humanitaire sûr, durable et sans entrave dans tout le Yémen, y compris pour les personnes déplacées et les réfugiés touchés par les violences actuelles". RI

SCIENCES ET HAUTE TECHNOLOGIE

MÉDIAS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

OOREDOO RÉCOMPENSE 12 JOURNALISTES LORS DE LA 19e ÉDITION DU CONCOURS MEDIA STAR

Douze journalistes ont été distingués à Alger, à l'occasion de la 19e édition du concours « Media Star », organisé par l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo. Cette année, la compétition était consacrée à un thème d'actualité : « L'impact de l'intelligence artificielle et de la technologie 5G sur les transformations socio-économiques en Algérie ».

Par Saïd Slimani

Présent à la cérémonie de remise des prix, organisée lundi soir, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a souligné l'importance de ce sujet pour l'avenir du pays. Il a rappelé que l'Algérie s'intéresse de près au développement de l'intelligence artificielle, comme le montre notamment la création, en 2021, de l'École nationale supérieure de l'intelligence artificielle (ENSIA).

Cet établissement a pour mission de former des ingénieurs spécialisés dans l'intelligence artificielle et les sciences des données. L'objectif est de mettre leurs compétences au service de la recherche, de l'économie et du développement de solutions nouvelles aux différents défis de la société.

Le ministre a également indiqué que la transformation numérique constitue un axe important de la stratégie nationale visant à renforcer l'indépendance technologique et économique du pays. À travers le développement de réseaux à très haut débit, les pouvoirs publics souhaitent encourager l'innovation, favoriser la création d'emplois et améliorer la qualité des services publics. Dans ce cadre, il a rappelé que le déploiement progressif de la 5G à travers les wilayas du pays avait été lancé en 2025.

Mohamed Bouslimani a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de préparer les professionnels des médias à ces évolutions technologiques. Selon lui, les journalistes doivent apprendre à utiliser ces nouveaux outils de manière responsable et maîtriser les techniques qui leur permettent d'en tirer profit dans leur travail. Il a précisé que le ministère de la Communication met en place des formations spécialisées destinées aux professionnels de la presse publique et privée.

À ce propos, il a évoqué une récente session consacrée aux techniques de rédaction et à l'utilisation de l'intelligence artificielle. Cette formation s'inscrit dans un programme plus large portant sur la transformation numérique, la 5G, les nouvelles technologies de l'information et la cybersécurité.

Le ministre a également mis en garde contre les dangers liés à l'utilisation abusive des nouvelles technologies. Il a estimé que les journalistes sont conscients des risques que représentent les manipulations numériques lorsqu'elles sont utilisées pour provoquer des tensions ou fragiliser la stabilité des sociétés. Il a ainsi appelé les professionnels de la presse à faire preuve de vigilance et à s'appuyer sur leur sens des responsabilités et leur professionnalisme face aux campagnes visant l'Algérie.

De son côté, le directeur général d'Ooredoo Algérie, Roni Tohme, a présenté le concours « Media Star » comme un rendez-vous annuel qui permet de renforcer les relations entre l'entreprise et les médias nationaux. Il a souligné que cette initiative contribue à consolider un partenariat fondé sur la confiance et la coopération.

Le responsable a également salué le travail des médias algériens dans l'accompagnement des changements que connaît le pays. Il a notamment mis en avant leur rôle dans la diffusion des connaissances, l'explication des évolutions en cours et l'analyse des questions d'actualité, dans un contexte marqué par une accélération constante des innovations technologiques.

Il a enfin relevé que les productions journalistiques présentées cette année témoignent de l'intérêt croissant de la presse pour les nouvelles technologies et leurs conséquences. Les travaux en compétition ont ainsi contribué à alimenter le débat sur les défis et les perspectives liés à ces mutations.

Au total, cette 19e édition a récompensé 12 lauréats dans quatre catégories : la presse écrite, la presse électronique, la radio et l'audiovisuel. La compétition a enregistré 164 participants, qui ont présenté 162 travaux journalistiques.

S.S

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CLIMAT

L'ONU APPELLE À ÉVITER UNE DÉRIVE ÉNERGÉTIQUE

Réunis hier à la COP31 en Turquie, les responsables de l'ONU Climat ont appelé les États et les entreprises à encadrer le développement de l'intelligence artificielle afin qu'elle contribue à la lutte contre le réchauffement climatique plutôt qu'à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Par Yakout Abina

Alors que l'intelligence artificielle connaît une expansion rapide à travers le monde, son impact environnemental suscite de plus en plus d'interrogations. Réunie à Antalya, en Turquie, dans le cadre de la COP31, la communauté internationale a été appelée à veiller à ce que cette révolution technologique contribue à la lutte contre le changement climatique plutôt qu'à son aggravation.

Le secrétaire exécutif de l'ONU Climat, Simon Stiell, a mis en garde contre les conséquences potentielles d'un déploiement non maîtrisé de l'intelligence artificielle. Selon lui, cette technologie représente à la fois une source d'opportunités immense, et un risque majeur pour les enjeux climatiques.

« L'IA et les autres technologies de pointe sont une arme à double tranchant », a-t-il déclaré hier lors de la présentation d'une initiative internationale visant à encourager les États et les entreprises à utiliser l'intelligence artificielle comme un levier au service de l'action climatique.

L'essor de l'intelligence artificielle repose en effet sur des infrastructures particulièrement gourmandes en ressources. Les centres de données qui alimentent ces systèmes nécessitent d'importantes quantités d'électricité pour fonctionner et de grandes quantités d'eau pour leur refroidissement. Cette consommation croissante suscite des préoccupations dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis, en Irlande, aux Pays-Bas et en France, où la multiplication des nouveaux centres de données alimente les débats sur leur impact énergétique et environnemental.

Pour Simon Stiell, la transition numérique ne peut se faire au détriment des engagements climatiques. Il a estimé que les bénéfices attendus de l'intelligence artificielle doivent largement compenser les coûts environnementaux associés à son développement. Selon lui, il serait difficile de demander aux citoyens de supporter davantage de pollution ou des coûts énergétiques plus élevés en échange de promesses de progrès futurs.

Face à ces enjeux, le responsable onusien a exhorté les entreprises du secteur technologique à accélérer le recours aux énergies renouvelables pour alimenter leurs infrastructures numériques. Il a également appelé les dirigeants et les conseils d'administration à intégrer pleinement les objectifs climatiques internationaux dans leurs stratégies d'investissement et de croissance.

L'initiative présentée lors de la COP31 a été portée par la Turquie. Le ministre turc de l'Industrie et de la Technologie, Mehmet Fatih Kacir, a indiqué avoir déjà obtenu le soutien de 80 acteurs, sans toutefois préciser la répartition entre gouvernements, entreprises ou organisations.

Pour les promoteurs du projet, le défi est de développer l'intelligence artificielle tout en limitant son impact sur l'environnement. L'IA peut aider à réduire la consommation d'énergie, améliorer l'efficacité des industries et soutenir la transition écologique, mais son propre coût énergétique doit être maîtrisé.

Les discussions de la COP31 ont mis en lumière un enjeu grandissant pour les décideurs et les industriels, celui d'exploiter le potentiel de l'intelligence artificielle pour atteindre les objectifs climatiques tout en maîtrisant les ressources qu'elle nécessite.

Y.A

GOOGLE LANCE GEMINI FINANCE

L'IA QUI ANALYSE LES COMPTES BANCAIRES COMME CHATGPT

Pour préparer les fêtes, Gemini propose aux Américains un budget établi d'après leurs achats de cadeaux et de voyages de l'an dernier, à partir des comptes bancaires reliés à Google Wallet. Google réserve ces fonctions financières aux États-Unis.

On vous en parlait déjà en septembre. Gemini retrouvait une carte d'embarquement et faisait le total des courses du mois dans Google Wallet, chez une partie des Américains seulement. Google officialise cette connexion et la déploie pour toute l'application Gemini aux États-Unis, sur le web, Android et iOS. Il ajoute Wallet aux applications que son assistant consulte grâce à Intelligence personnalisée, avec Gmail ou de Google Photos. Et pour analyser les dépenses, Gemini lit toujours l'historique des comptes et des cartes reliés à Wallet par l'intermédiaire de Plaid, une société américaine spécialisée dans la connexion bancaire.

Gemini repère les abonnements oubliés et les hausses de prix

Une fois la banque ou la carte de crédit reliée, Gemini signale les abonnements encore payés mais inutilisés, et les services qui ont augmenté leurs tarifs dans l'année. Il dessine aussi, dans la conversation, des graphiques des entrées et sorties d'argent, de la répartition des placements ou des budgets. Pour Noël, il propose un budget cadeaux et voyages calculé sur les dépenses de l'an dernier. L'utilisateur peut ensuite consulter, corriger ou supprimer les objectifs et les préférences financières retenus par l'assistant, depuis un résumé de sa mémoire dans les paramètres d'Intelligence personnalisée.

L'assistant ne déplace pas l'argent pour autant. « Gemini ne peut que lire les informations de vos comptes », souligne Google, qui lui interdit de payer avec les cartes enregistrées dans Wallet. Avec ces fonctions, Google répond aux outils financiers d'OpenAI, mais ChatGPT déclenche au contraire des achats au nom de ses abonnés chez les commerçants qui acceptent Visa.

Les transactions analysées par Gemini ne sont pas effacées automatiquement quand l'utilisateur déconnecte Wallet, d'après Android Headlines. Il doit effacer cet historique à la main, puis retirer les comptes reliés par Plaid dans les paramètres de Wallet pour couper le lien avec sa banque.

Google exclut l'Europe de son Intelligence personnalisée

Google déploie Intelligence personnalisée dans le monde entier, à l'exception de l'Espace économique européen, de la Suisse, du Royaume-Uni et du Nigeria, sans donner de raison pour l'Europe. Gemini Spark, l'agent IA personnel de Google, a lui aussi été ouvert à 160 pays, sans la France. En France, Google a activé la mémoire de Gemini, qui retient vos conversations passées, mais pas Intelligence personnalisée.

Dans Google Wallet, la connexion des banques par Plaid est en outre réservée aux utilisateurs américains. En Europe, la directive sur les services de paiement (DSP2) oblige tout service qui consulte vos comptes à obtenir un agrément auprès de l'autorité nationale. C'est pourquoi l'espace Finances de ChatGPT, lancé aux États-Unis avec 12 000 banques compatibles, ne lit les comptes d'aucune banque française. En France, Google Wallet vous sert donc à payer et à ranger vos cartes, mais Gemini n'analyse pas vos dépenses.

Si Google ouvrait un jour la fonction en France, le droit à l'effacement prévu par le RGPD vous permettrait de demander la suppression des transactions analysées par Gemini, une fois Wallet déconnecté.

R.S.H.T

ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

ALERTE SANITAIRE MONDIALE

CES PARTICULES DE PLASTIQUE INVISIBLES MAIS SI NUISIBLES…

Une étude chinoise récente soulève l'hypothèse d'un lien préoccupant entre l'exposition prolongée à certaines nanoparticules de plastique et le développement de tumeurs du côlon chez l'animal. Un signal d'alerte qui résonne bien au-delà des laboratoires, jusque dans nos cuisines, où des gestes du quotidien, comme l'usage répété du papier aluminium également, méritent d'être repensés.

Par Chaimaa Sadou



Une étude menée par des chercheurs de l'Université Central South, en Chine, et relayée par plusieurs médias internationaux, met en garde contre les effets potentiels des nanoparticules de polystyrène, ce plastique omniprésent dans nos gobelets jetables, nos barquettes et nos emballages alimentaires. Pour évaluer leur impact, les chercheurs ont exposé des souris génétiquement prédisposées au cancer du côlon à ces particules ultrafines. Les résultats obtenus montrent que les nanoplastiques se sont accumulés dans le côlon, perturbant les cellules qui tapissent l'intestin et déséquilibrant le microbiote intestinal. Les rongeurs exposés ont développé des tumeurs plus nombreuses et plus agressives que ceux qui n'avaient pas subi cette exposition.

Ces résultats, publiés dans la revue Molecular Cancer, ne constituent pas une preuve formelle chez l'homme, mais ils renforcent un ensemble de travaux convergents. Une revue systématique publiée en 2025 a détecté des microplastiques dans des tissus tumoraux colorectaux humains, avec une concentration plus élevée dans les zones cancéreuses que dans les tissus sains adjacents. Les polymères les plus fréquemment identifiés se présentent sous forme de fibres, de fragments et de films, mesurant de 0,1 micromètre à 1,6 millimètre.

Le phénomène prend une ampleur particulière chez les jeunes adultes. Aux États-Unis, les taux de cancer colorectal chez les 20-49 ans ont augmenté d'environ 3 % par an entre 2013 et 2022, selon les données de l'American Cancer Society. Dans plusieurs pays, dont la France, une progression du cancer colorectal chez les adultes jeunes a également été observée au cours des dernières décennies. « Les microplastiques sont une préoccupation réelle compte tenu du fardeau croissant du plastique dans nos modes de vie et notre environnement », souligne le docteur Kimmie Ng, directrice du centre du cancer colorectal du jeune adulte à l'institut Dana-Farber, à Boston. Les facteurs classiques – obésité, sédentarité, alimentation déséquilibrée – n'expliquent pas tout. Les épidémiologistes se tournent donc vers des expositions environnementales dont la présence a fortement augmenté depuis les années 1970, au premier rang desquelles la pollution plastique.

Cette réalité mondiale trouve un écho très concret dans nos foyers. En Algérie, comme dans de nombreux pays du pourtour méditerranéen, une habitude tenace consiste à recouvrir la cuisinière ou le plat de papier aluminium avant d'enfourner une volaille ou un rôti. Ce geste, destiné à protéger le four des projections et à favoriser la cuisson, n'est pourtant pas sans risque. L'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE) recommande de ne pas utiliser le papier aluminium pour la cuisson ou pour envelopper les aliments destinés au four. En cause : la chaleur intense favorise la migration de l'aluminium du papier vers l'aliment, un phénomène accentué par la présence d'ingrédients acides comme le citron, la tomate ou le vinaigre. Des travaux menés par la professeure Ghada Bassioni, de l'université Ain Shams en Égypte, ont montré que cette migration peut, dans certaines conditions de cuisson, dépasser les valeurs de référence fixées par l'Organisation mondiale de la santé. L'Agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) rappelle pour sa part qu'une exposition excessive et répétée à l'aluminium peut affecter le système nerveux central et le tissu osseux.

La prévention passe par des gestes simples

Le parallèle avec les nanoplastiques n'est pas fortuit. Dans les deux cas, il s'agit de substances infinitésimales qui pénètrent l'organisme par voie digestive et dont les effets à long terme commencent seulement à être documentés. Les chercheurs ne disposent pas encore de preuves formelles de causalité chez l'homme, mais la convergence de ces données impose la plus grande prudence.

La prévention passe par des gestes simples : éviter de chauffer les aliments dans des contenants en plastique, privilégier le verre, l'inox ou la fonte, et réserver le papier aluminium à l'emballage à froid plutôt qu'à la cuisson. Pour les plus jeunes, une alimentation équilibrée, riche en fibres, en fruits et en légumes, et un petit-déjeuner consistant sont associés à une meilleure concentration et à de meilleurs résultats scolaires. Un enjeu de santé publique qui commence dès la cantine.

En définitive, si les preuves définitives chez l'homme se font encore attendre, l'accumulation des signaux d'alerte appelle à la vigilance. Réduire notre exposition domestique aux plastiques et à l'aluminium lors de la préparation des repas constitue une mesure de prévention simple, accessible et nécessaire. Une information rigoureuse et partagée demeure, à ce titre, la première ligne de défense du citoyen.

Rappelons que les nanoplastiques sont des particules de plastique dont la taille est inférieure à un micromètre, alors que les microplastiques peuvent atteindre cinq millimètres. Le microbiote intestinal désigne l'ensemble des micro-organismes qui peuplent notre tube digestif et dont l'équilibre est essentiel à la santé. Le cancer colorectal, enfin, est l'un des cancers les plus fréquents dans le monde ; il touche le côlon et le rectum.

C.S

CENTRES D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE

UNE FORMATION SPÉCIALISÉE AU PROFIT DES CADRES POUR UNE MEILLEURE MAÎTRISE

Une session de formation consacrée à la maîtrise opérationnelle en matière de santé, de sécurité et d'environnement (HSE), au profit des cadres techniques et des responsables des centres d'enfouissement technique (CET), se poursuit pour le troisième jour consécutif dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris mardi auprès de l'Etablissement public de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique.

Cette formation, qui s'étale sur cinq jours, regroupe les responsables des trois centres d'enfouissement technique que compte la wilaya d'Oran, à savoir le CET de Hassi Bounif, chargé de l'enfouissement des déchets de la grande agglomération oranaise (communes d'Oran et de Bir El Djir), celui d'Arzew, qui prend en charge les déchets de la partie est de la wilaya, ainsi que me centre d' El Ançor chargé de la partie ouest.

Cette session s'inscrit dans le cadre du programme annuel de formation de l'établissement, visant à développer les compétences de ses travailleurs et cadres et à renforcer leurs connaissances dans les domaines de la santé, de la sécurité et de l'environnement.

La formation porte notamment sur la maîtrise des risques professionnels et des impacts environnementaux liés aux activités de l'établissement, ainsi que sur le respect des exigences légales et réglementaires relatives à la santé et à la sécurité au travail et à la protection de l'environnement.

Ce programme vise également à permettre aux participants d'identifier les différents enjeux environnementaux et les risques professionnels liés aux activités de l'établissement, ainsi que de prendre connaissance des exigences légales applicables en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Il tend, par ailleurs, à renforcer leurs capacités à évaluer la conformité des activités de l'établissement avec la législation en vigueur, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de travail, à la prévention des risques professionnels et à la réduction des impacts environnementaux des activités des centres d'enfouissement technique.

R.Env



ACTUALITÉS SOCIO-CULTURELLES

PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET ARTS DÉCORATIFS

LE ZELLIGE ALGÉRIEN, UN SAVOIR-FAIRE ANCESTRAL MIS À L'HONNEUR À TLEMCEN

Le zellige algérien et ses particularités artistiques ont été au centre des échanges lors de la deuxième journée du colloque international consacré aux arts décoratifs architecturaux en Algérie, organisé mardi au Centre des études andalouses de Tlemcen. Les chercheurs et spécialistes présents ont notamment souligné la richesse de cet art traditionnel et son rôle dans l'identité architecturale du pays.

Par Malek Gaya

Intervenant à cette occasion, Akila Djelid, chercheuse au Centre national de recherche en préhistoire, anthropologie et histoire, a mis en évidence la qualité du travail technique et décoratif du zellige découvert à la Kalâa des Beni-Hammad, dans la wilaya de M'Sila. Selon elle, cet héritage témoigne de l'ancienneté et de l'authenticité du savoir-faire algérien. Elle a également rappelé que des ateliers locaux spécialisés dans la fabrication de ce type de décoration existaient déjà au XIe siècle.

La chercheuse a précisé que les artisans de cette époque maîtrisaient parfaitement les techniques de fabrication et de décoration. Ils privilégiaient notamment des motifs géométriques de différentes dimensions, principalement ornés de vert et de blanc, donnant ainsi au zellige une identité esthétique particulière.

Pour sa part, Khadidja Nachar-Bouachi, enseignante à l'Université d'Alger 2, a présenté les différentes utilisations du zellige dans l'architecture algérienne. Elle a notamment évoqué son emploi pour habiller les murs, couvrir les sols et embellir les bâtiments. Elle a souligné que la diversité de ses motifs et la maîtrise de ses techniques ont largement contribué à la richesse et à l'originalité des décors architecturaux en Algérie.

De son côté, Agnès Charpentier, chercheuse au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) de Paris, a consacré son intervention aux couleurs et à l'organisation des décors architecturaux de Tlemcen au Moyen Âge. Elle s'est intéressée à l'utilisation de la mosaïque en céramique, aux formes géométriques qui structurent les compositions décoratives ainsi qu'aux pigments et aux matières employés pour obtenir les différentes couleurs. Elle a particulièrement insisté sur la place de la polychromie, c'est-à-dire l'utilisation de plusieurs couleurs, dans la décoration des éléments en plâtre, en zellige et en bois des constructions tlemcéniennes.

L'apport des nouvelles technologies à la sauvegarde du patrimoine a également été abordé par Bouazidi-Thani Sofiane, représentant de la direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Tlemcen. Il a présenté les possibilités offertes par les outils numériques pour documenter et valoriser les vestiges archéologiques, notamment les pièces en plâtre mises au jour lors des fouilles réalisées dans la région. Il a expliqué que la photogrammétrie permet de reconstituer des objets en trois dimensions à partir de plusieurs photographies, grâce à des logiciels spécialisés.

Les autres interventions de cette deuxième journée ont notamment porté sur l'utilisation des nouvelles technologies dans la préservation du patrimoine architectural, les revêtements en céramique dans les constructions d'Alger et la place du zellige dans l'architecture algérienne. Plusieurs autres aspects des arts décoratifs ont également été examinés par les participants.

La première journée avait, quant à elle, été consacrée à différentes recherches sur les formes et les techniques de décoration dans l'architecture algérienne. Les communications présentées avaient notamment abordé l'éclairage et les ornements dans l'architecture islamique en Algérie, les décors en bois des bâtiments civils de la ville d'Alger ainsi que les portes de la Kalâa des Beni-Abbès, à travers leurs caractéristiques techniques et esthétiques.

Organisée sur deux jours à l'initiative du Centre national de recherche en préhistoire, anthropologie et histoire, cette rencontre scientifique a réuni des enseignants et des chercheurs algériens ainsi que des spécialistes venus de plusieurs pays, dont la France, le Portugal, l'Égypte, l'Espagne et l'Italie.

Renforcer l'ouverture de mon articleAlléger les répétitions sur le zellige.

M.G

SEMAINE MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT À L'EST

RENFORCER L'ESPRIT D'INNOVATION ET LE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT

Les activités de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat ont été lancées lundi dans plusieurs universités de l'est du pays dans le cadre des efforts de renforcement de l'esprit d'innovation et de soutien à l'entrepreneuriat en présence des autorités locales et membres de la communauté universitaire.

Dans la wilaya de Guelma, l'ouverture de la manifestation s'est déroulée à l'amphithéâtre Sassi-Benhamla au pôle universitaire 5.500 places pédagogiques de l'université 8 mai 1945 et verra, a indiqué son recteur Mahmoud Debabeche, la présentation d'exposés sur des expériences entrepreneuriales réussies et l'organisation d'ateliers de formation, des tables-rondes et des expositions des étudiants des différentes facultés.

Le wali Samir Chibani a visité au hall de cet amphithéâtre une exposition sur des micro-entreprises qui ont réussi avec la participation d'opérateurs économiques et organismes publics.

Il a assisté à l'occasion aux activités d'une table-ronde sur "la complémentarité des acteurs dans le soutien à l'entrepreneuriat et la construction d'une économie durable".

La Semaine mondiale de l'entrepreneuriat a été lancée à l'université Ferhat Abbas Sétif-1 sous le thème " les entrepreneurs prospèrent ici " avec un riche programme de conférences, d'ateliers et d'activités de sensibilisation à l'entrepreneuriat.

Le recteur de cette université, Mohamed El Hadi Latrèche, qui a présidé l'ouverture d la manifestation, a souligné l'importance de l'accompagnement des jeunes à qui l'Etat accorde un intérêt particulier en tant que richesse du pays et fondement de son avenir, relevant le rôle de l'entrepreneuriat et les micro-entreprises dans le développement et la création de richesse.

Une rencontre interactive a réuni ensuite des étudiants, des porteurs d'idées et de projets ainsi que des acteurs économiques.

A Batna, un riche programme a été tracé par les deux universités chahid Mostefa Ben Boulaïd et Moudjahid Hadj Lakhdar incluant des portes ouvertes sur l'entrepreneuriat, des formations, des conférences et des rencontres de sensibilisation sur la culture entrepreneuriale et l'encouragement de l'innovation chez les étudiants et les porteurs de projets.

Le centre universitaire Si El Houès de la wilaya de Barika a abrité le lancement d'une campagne de sensibilisation sur le thème " le monde a besoin de ce que vous construisez " et " ensemble, nous construisons un avenir innovant " dédiée aux étudiants des instituts des sciences économiques, des sciences commerciales et des sciences de gestion, des sciences sociales et humaines, du droit et des sciences politiques, des lettres et des sciences de la nature et de la vie pour soutenir les projets de startup et encourager l'innovation et l'entrepreneuriat.

De son côté, le centre de développement de l'entrepreneuriat et l'incubateur de l'université 20 août 1955 de Skikda ont accueilli l'ouverture officielle de cette manifestation avec l'organisation d'une exposition des projets innovants et des portes ouvertes sur les mécanismes d'accompagnement et de formation proposés par l'université.

Mme Amira Abdelbaki, directrice du centre de développement de l'entrepreneuriat, a indiqué que depuis janvier 2026, le centre a formé 360 étudiants et porteurs de projets, a organisé 17 sessions de formation dans les différentes facultés et a lancé le programme " ambassadeurs de l'entrepreneuriat " impliquant des étudiants de diverses facultés pour diffuser la pensée entrepreneuriale.

L'université Mohamed El-Bachir El-Ibrahimi de Bordj Bou Arreridj a accueilli des activités similaires. Son vice-recteur chargé de la pédagogie, Oussma Kessal, a souligné à l'APS que le but de la manifestation est de répandre " l'esprit entrepreneurial parmi les étudiants et la nouvelle orientation de l'université basée sur l'encouragement de l'initiative et la création de micro-entreprises à travers leur accompagnement vers la transformation de leurs idées en projets réalisables ". Le programme tracé à cet effet se poursuivra jusqu'au 21 novembre avec des ateliers pratiques et des conférences avec la participation des différentes facultés en plus de concours pour choisir la meilleure idée de projet et le meilleur projet innovant dont les noms des lauréats seront annoncés au terme de cette Semaine.

R.C

COMMERCIALISATION DE FRUITS ET LÉGUMES

VERS LA RÉALISATION D'UN MARCHÉ DE GROS À TOUGGOURT

Un marché de gros spécialisé dans le commerce de dattes et de fruits et légumes est projeté à Touggourt, les services de la wilaya s'employant actuellement à finaliser les dernières démarches, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Dans ce cadre, une réunion de travail s'est tenue sous la supervision du wali, Othmane Abdelaziz, en présence des différentes instances et services concernés, au cours de laquelle les aspects techniques du projet ont été abordés et des propositions susceptibles de le concrétiser ont été examinées, afin de répondre aux besoins des secteurs commercial et agricole de la wilaya. Une enveloppe de plus de 600 millions DA a été allouée sur le budget de wilaya pour financer ce projet à être réalisé sur une assiette de trois (3) hectares, jouxtant la RN-3, sur le territoire de la daïra de Mégarine, a précisé la source.

Premier du genre dans la wilaya, ce marché comprendra quatre (4) entrepôts, une chambre froide, une étable et un parking, ainsi qu'un pavillon administratif et différentes servitudes et espaces nécessaires, selon la fiche technique du projet.

Le projet s'inscrit dans le cadre du renforcement des opportunités de valorisation et de commercialisation des produits agricoles stratégiques, notamment les dattes sous toutes leurs formes, et ouvre de larges perspectives d'investissement dans le domaine de la transformation, du conditionnement et de la valorisation des dattes.

Ce qui est susceptible de générer une valeur ajoutée au produit local et de soutenir le développement économique de la wilaya, a-t-on souligné.

R.C

ENTREPRENEURIAT

JOURNÉE D'ÉTUDE À L'UNIVERSITÉ KASDI-MERBAH SUR LES STARTUPS UNIVERSITAIRES

"Les startups universitaires, important levier d'innovation" a été le thème central d'une journée d'étude ayant regroupé, mardi à l'Université Kasdi-Merbah d'Ouargla (UKMO), les différents acteurs des domaines de l'entrepreneuriat et de l'innovation.

La rencontre, qu'accueille annuellement l'UKMO dans le cadre des activités de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, a pour objectif d'encourager les étudiants porteurs d'idées innovantes à concrétiser leurs projets de startups et de microentreprises, conformément aux orientations des pouvoirs publics visant l'appui des initiatives estudiantines et la promotion de l'esprit entrepreneurial, a affirmé la présidente de la rencontre, Mounira Sellami. Le programme de cette journée, initiée par la Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion, prévoit l'animation, par des enseignants universitaires et des responsables et représentants d'entités socioéconomiques, des communications ayant trait aux voies et moyens d'accompagnement des porteurs de projets, en vue de traduire leurs idées innovantes en projets viables. La présentation des dispositifs et mécanismes de financement mis à la disposition des porteurs de projets et des opérateurs, en sus de l'exposition d'expériences réussies de montage de startups, figurent aussi au programme de la rencontre.

R.C

ACTUALITÉS SPORTIVES

SPORT UNIVERSITAIRE/CHAMPIONNATS NATIONAUX

CRÉATION D'UNE PREMIÈRE DIVISION NATIONALE DES SPORTS COLLECTIFS AVEC LA PARTICIPATION DE 68 ÉQUIPES

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, accompagné du ministre des Sports, Walid Sadi, a présidé, mardi, à l'Institut de l'éducation physique et sportive relevant de l'Université d'Alger 3, à Dely Ibrahim, l'ouverture des championnats nationaux universitaires des sports collectifs, dans leur nouvelle formule prévoyant la création d'une première division nationale, et ce, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans le cadre du développement de cette discipline, M. Baddari a mis en avant, dans une allocution prononcée à cette occasion, la création d'une première division nationale dans le cadre des championnats nationaux universitaires, selon une nouvelle formule englobant les quatre sports collectifs, à savoir le football, le handball, le volley-ball et le basket-ball, chez les deux sexes, en plus des sports individuels.

Ces compétitions enregistrent la participation de 68 équipes universitaires représentant différentes régions du pays, dans le cadre d'une organisation sportive placée sous la supervision professionnelle du ministère des Sports, de nature à renforcer le niveau d'encadrement ainsi que la gestion technique et organisationnelle, permettant d'améliorer la qualité des compétitions et de renforcer leur professionnalisation, tout en faisant du sport universitaire un levier pour la formation de champions capables de s'illustrer aux niveaux national et international.

L'université ne se limite plus à l'accomplissement de ses missions dans les domaines de l'enseignement, de la recherche scientifique, de la diffusion du savoir et de l'innovation, mais constitue désormais un espace de formation des talents sportifs et de développement de leurs capacités, lui permettant ainsi de devenir un réservoir de champions nationaux et internationaux, a ajouté le ministre.



Cette démarche s'inscrit, selon M. Baddari, dans le cadre de la concrétisation de la vision de développement du sport universitaire pour la période 2024-2028, issue du programme du président de la République et visant à promouvoir la pratique sportive en milieu universitaire et à renforcer le rôle de l'université dans la découverte des talents et la formation des sportifs.

Pour sa part, le ministre des Sports a affirmé que l'organisation de ces championnats est une occasion pour réaffirmer l'intérêt accordé par les pouvoirs publics au sport universitaire et leur attachement à le promouvoir, conformément aux orientations du président de la République, visant à développer la pratique sportive en milieu universitaire et à redorer le blason du sport universitaire pour en faire un levier essentiel pour préparer les champions sportifs et soutenir les sélections nationales.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le rôle de l'université dans la formation des sportifs et l'accompagnement de leurs talents a été mis en avant, en plus de ses missions dans la diffusion du savoir et de l'innovation, s'érigeant ainsi en espace d'accueil des talents sportifs et en vivier de sportifs capables de représenter les clubs et les équipes nationales dans les différentes compétitions.

Dans ce contexte, l'équipe nationale de handball compte plus de 90% de joueuses étudiantes, ce qui reflète, selon les données fournies à l'occasion, l'importance du suivi et de la coordination entre le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifiques et celui des Sports dans l'accompagnement des sportifs universitaires.

Concernant le bilan de la pratique sportive en milieu universitaire, le nombre d'étudiants pratiquant un sport durant l'année universitaire 2025-2026 a dépassé le seuil de 235.000 étudiants, avec l'ambition du secteur d'augmenter ce taux à 25% à la fin 2026, et ce, grâce au renforcement de la coordination et à la complémentarité des efforts et des missions avec le ministère des Sports.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts visant à développer le sport universitaire, à élargir la base de pratique et à accorder une plus grande chance aux étudiants pour montrer leurs capacités sportives et partant renforcer la contribution de l'université à la formation de nouvelles générations d'athlètes.

RS

FOOT/ MONDIAL FÉMININ 2027

LA FIFA ÉLARGIT SON CATALOGUE DE CAMPS DE BASE À 47 OPTIONS AU BRÉSIL

La FIFA a annoncé mardi la mise à jour de son catalogue de camps de base pour la Coupe du Monde Féminine 2027, portant l'offre à 47 combinaisons d'hébergements et de sites d'entraînement, contre 38 lors de la précédente édition.

Réparties dans 38 villes à travers les cinq régions géographiques du Brésil, ces neuf nouvelles options visent à garantir aux sélections participantes dont l'équipe nationale d'Algérie, des installations de haut niveau tout en reflétant la diversité du pays hôte, précise l'instance internationale dans un communiqué.

L'Etat de Sao Paulo renforce son statut de pôle majeur avec désormais 13 camps de base proposés, grâce notamment à l'intégration de l'Est?dio Brinco de Ouro da Princesa (Guarani FC) à Campinas et du centre d'entraînement du Mirassol Futebol Clube.

Parmi les autres ajouts notables figurent la Cidade do Galo (centre de l'Atlético Mineiro) à Belo Horizonte, le Centro de Treinamento Wilson Campos (Clube N?utico Capibaribe) à Recife, ainsi que le complexe du Cuiab? Esporte Clube, qui marque l'entrée de la région Centre-Ouest dans la brochure, ajoute la même source.

Chaque camp de base servira de quartier général opérationnel et sportif aux équipes durant le tournoi. Les sélections qualifiées, ainsi que celles toujours en lice lors des qualifications, peuvent dès à présent consulter ce catalogue actualisé. Elles devront soumettre leurs préférences officiellement après le tirage au sort final et la publication du calendrier complet des rencontres.

Pour rappel, la sélection algérienne féminine a décroché une qualification historique pour la Coupe du monde 2027 au Brésil, obtenue à la faveur de leur troisième place lors de la CAN-2026. Cette performance leur a permis de valider leur présence au rendez-vous mondial du Brésil, prévu du 24 juin au 25 juillet 2027 pour la première fois de leur histoire, et qui constitue un nouveau repère dans la progression du football féminin algérien.

RS

FOOTBALL / MONDIAL DES AMPUTÉS (8ES DE FINALE)

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE AFFRONTE L'ESPAGNE MERCREDI

La sélection nationale algérienne de football des amputés affrontera l'Espagne, ce mercredi (19h30 heures algériennes), aux huitièmes de finale du Championnat du Monde qui se poursuit à San Juan de Los Lagos, au Mexique, jusqu'au 22 novembre, à l'issue de son nul obtenu fac à l'Italie (0-0), pour le compte de la seconde et dernière journée du groupe A.

Pourtant privée des services de son capitaine et buteur, Abderraouf Ouchenne (suspendu), l'équipe algérienne a réussi un autre exploit de tenir en échec les sélections mexicaine (1-1) et italienne (0-0), pour sa première participation au Championnat du Monde, auquel elle s'est qualifiée après sa médaille de bronze obtenue en Egypte, lors du championnat d'Afrique (le premier de son histoire).

Les protégés de l'entraineur nationale ont terminé le 1er tour dans le groupe A, en 2e position, avec 5 points, deux nuls et une victoire sur tapis vert (3-0) contre le Liberia, dont le forfait a été officiellement enregistré par les organisateurs. La première place du groupe est revenue au Mexique (7 pts), grâce à son succès face à l'Italie (2-1). L'Italie a pris la 3e place et s'est également qualifiée parmi les quatre meilleures 3es.

Face à l'Espagne qui a terminé en seconde position du groupe B,n avec 5 pts (2 défaites et un succès), les coéquipiers du défenseur Sadek Zeghar vont aborder le match sans complexe, et avec la même volonté affichée lors des matchs de poule.

Vingt quatre pays participent au Mondial Mexicain. Ils ont été répartis en six groupes de quatre sélections, et à l'issue des matchs du premier tour, les deux premières équipes de chacune des six groupes seront qualifiées directement pour les huitièmes de finale, en plus des quatre meilleurs troisièmes Comme le veut la discipline du football pour amputés, les équipes évoluent avec six joueurs de champ et un gardien de but possédant les deux jambes, mais amputé au niveau ou au-dessus du poignet). Les joueurs de champ doivent utiliser des béquilles sans prothèses (joueurs amputés d'un membre inférieur), avec l'interdiction de jouer le ballon avec les béquilles et l'absence de hors-jeu. Ce sont les particularités les plus importantes du football pour amputés.

Le jeu se déroule sur un terrain réduit mesurant au maximum 60 mètres de long sur 40 mètres de large (soit environ la moitié d'un terrain classique), avec des buts plus petits (environ 5 m de large sur 2,20 m de haut), alors qua la durée d'un match est de 50 minutes, divisées en deux mi-temps de 25 minutes séparées par une pause de 10 minutes, et chaque équipe dispose d'un temps mort d'une minute par mi-temps.

RS

ACTUALITÉS SOCIOCULTURELLES

VENTE D'ŒUVRES D'ART À BUT CARITATIF

UNE INITIATIVE ARTISTIQUE AU PROFIT DES ENFANTS DE LA LUNE

Une exposition-vente sous le titre « Lumière d'espoir », organisée par l'Établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger et la compagnie algérienne d'assurance « GAM Assurances », en collaboration avec la Galerie d'Art « Ahlem », a été ouverte lundi soir à la galerie Baya du Palais de la culture Moufdi Zakaria, à Kouba, Alger, avant de se poursuivre à la Galerie Mohamed Racim.

Par Malika Azeb

Organisée sous le parrainage du ministre de la Culture et des Arts et du wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, cette exposition-vente a pour objectif de venir en aide aux associations œuvrant en faveur des enfants de la lune.

Du 16 au 30 novembre, cet événement réunit des créateurs engagés autour d'une action à forte portée humaine, soutenue par de nombreux visiteurs, parmi lesquels se trouvent également des peintres.

Une soixantaine d'artistes peintres et plasticiens ont fait don de plus de 80 œuvres mises en vente au profit de cette catégorie de malades atteints de xéroderma pigmentosum.



Les potentiels acheteurs ont parcouru la grande galerie Baya, scrutant minutieusement chacune des œuvres, aux techniques et aux thématiques variées, en lien avec ce bel élan de solidarité, tout en prenant note du prix symbolique attribué à chaque pièce.

Les œuvres exposées sont, entre autres, « L'âme en mouvement », du peintre Noureddine Chegrane, « Les Garamantes », de la doyenne des artistes plasticiens, Zohra Sellal Hachid, « Vin sur Vin », d'Aghilès Issiakhem, « La grande Lumina » et « Find Tipaza », d'Abderrahmane Azougli, ainsi que « La dot », de Yacine Kezas.

Les recettes générées par la vente de ces tableaux seront reversées à parts égales aux associations caritatives et de santé œuvrant en faveur de ces enfants, telles que « Saâdat Enfants de la lune », « Djamiaat Saâdat El Kheiria » et « Les collectionneurs de bonheur », a indiqué le gérant de la Galerie « Ahlem », Kamel Haddad.

« C'est une très belle initiative que nous souhaitons voir se répéter, afin que les sommes collectées lors des prochaines ventes soient reversées à la recherche scientifique », a estimé un groupe de visiteurs.

À noter que l'exposition poursuivra son périple dans les galeries de la capitale dépendant de l'Établissement Arts et Culture, jusqu'à ce que toutes les œuvres soient vendues, peut-on lire sur le document de présentation de cet événement.

M.A

POUR L'HISTOIRE

MASSACRE DE S'RA LAHMAM À KIMEL, DES TÉMOIGNAGES ACCABLANTS SUR LES CRIMES DU COLONIALISME FRANÇAIS

Le massacre de S'ra Lahmam, près de Kimel, dans la wilaya de Batna, qui demeure, 72 ans après qu'il a été perpétré (17 novembre 1954), gravé dans la mémoire des habitants de la région, témoigne de la sauvagerie des crimes du colonialisme français contre des Algériens innocents et sans défense.

Les forces coloniales avaient commis ce massacre atroce deux semaines à peine après le déclenchement de la Révolution de libération, provoquant la mort en martyrs de 75 algériens dont la plupart étaient des enfants, des femmes et des personnes âgées.

Le défunt Moudjahid décédé Lakhdar Oucif (1927-2021), l'un des rares survivants du massacre, avait déclaré, dans un témoignage enregistré que l'armée d'occupation avait "encerclé le village de S'ra Lahmam, niché dans les profondeurs de Kimel, avant de l'incendier et de le détruire totalement, dans une tentative de terroriser les habitants et de les dissuader de rejoindre la glorieuse Révolution que la France entendait étouffer dans l'œuf".

Le défunt Moudjahid Mohamed Benamor Biouche (1924-2020), témoin oculaire du massacre, avait également déclaré, dans des récits enregistrés, que l'aviation française "avait commencé à bombarder le village dès 7 h 30 du matin, détruisant, en ce jour tragique, les provisions et les vivres stockées par les habitants de la région dans les greniers collectifs fortifiés que l'on appelait +Taq'liath+, tous réduits en cendres".

Le même témoin avait a ajouté que les soldats d'occupation, après avoir échoué à atteindre le village en raison de sa situation dans une région montagneuse difficile, l'ont bombardé avec "une pluie de bombes de différents types, y compris du napalm, provoquant la fuite des civils qui s'éparpillèrent dans toutes les directions avant qu'ils ne soient rassemblés puis déportés dans le camp de Tadjmout, près de Kimmel dans le but de les isoler de la Révolution et de couper les approvisionnements aux moudjahidines".

Le regretté Biouche avait également indiqué que les soldats français qui rejoignaient dans des camions militaires le camp de Tadjmout "tiraient dans le tas, depuis la route de Roumman, dès qu'ils apercevaient des Algériens".

Selon ces deux Moudjahidine qui figurent parmi les héros ayant participé au déclenchement de la Révolution sous le commandement du Martyr Mostefa Ben Boulaïd, "tous ceux qui ont survécu à ce massacre ont été parqués dans le camp de Tadjmout, dans un espace clos entouré de barbelés, sous une surveillance militaire stricte".

Les survivants du massacre, qui furent soumis, à l'intérieur du camp, aux pires formes de torture physique et psychologique, privés de nourriture, d'eau et de médicaments au moment où plusieurs maladies contagieuses se propageaient, sont tous morts dans d'indicibles souffrances, vaincus par la faim, la soif et le froid intense du mois de novembre dans les Aurès.

Des enseignants universitaires spécialisés en histoire, dont le Dr Djemaâ Benzeroual, du département d'histoire de l'université de Hadj-Lakhdar (Batna1), estiment que le massacre de S'ra Lahmam et la destruction du village, dont les ruines sont encore visibles aujourd'hui, avait été décidé "en représailles, pour punir une région dont des dizaines d'habitants avaient participé au déclenchement de la glorieuse Révolution". Les desseins coloniaux furent toutefois réduits à néant.

Ce massacre, d'une lâcheté incommensurable, en ce qu'il prit délibérément pour cible des populations civiles, ne fit que renforcer la détermination des habitants et leur conviction profonde : ce qui avait été arraché par la force ne pourrait être reconquis que par la force.

RC

QU'EST-CE QUE LE XERODERMA PIGMENTOSUM (XP), OU LA MALADIE DES ENFANTS DE LA LUNE ?

La maladie des enfants de la lune, ou xéroderma pigmentosum, est une pathologie génétique rare et héréditaire caractérisée par une hypersensibilité aux rayons ultraviolets (UV) du soleil.

Les personnes atteintes de cette maladie présentent un déficit dans les mécanismes de réparation de l'ADN. Contrairement aux personnes saines, dont l'organisme répare les lésions lorsque les rayons ultraviolets endommagent l'ADN des cellules de la peau ou des yeux, chez les enfants de la lune, ce système de réparation est défaillant.

Sans protection, la peau de ces malades, exposée à la lumière du jour, développe des coups de soleil sévères, des cloques, des rougeurs persistantes et des taches de rousseur anormalement précoces ou prononcées (lentigines).

En plus des coups de soleil, la peau s'atrophie, devient sèche et se pigmente de façon irrégulière. En raison de l'incapacité de réparer l'ADN, ces malades risquent de développer des cancers cutanés (carcinomes, mélanomes), ainsi que des tumeurs oculaires, et ce, dès le plus jeune âge.

À cela s'ajoutent parfois des troubles neurologiques. Dans certains cas de la maladie, des complications neurologiques peuvent également survenir, telles que la surdité et les troubles de la coordination.

Les malades atteints de xéroderma pigmentosum doivent obligatoirement porter des combinaisons spéciales anti-UV, des masques intégraux munis de visières teintées et appliquer des crèmes solaires à très haute protection pour se protéger.

Concernant le traitement de cette maladie, il n'existe, à l'heure actuelle, aucun soin curatif permettant de corriger le défaut génétique, mais uniquement des moyens de prévention stricts. Ceux-ci comprennent la non-exposition aux rayons UV, grâce à l'aménagement des domiciles et des classes avec des films anti-UV sur les vitres, l'utilisation d'un éclairage spécifique sans UV et une surveillance dermatologique et ophtalmologique extrêmement rigoureuse afin de détecter et de traiter précocement toute nouvelle lésion.

MA

DES FAITS ET DES VÉRITÉS...

GAZA

LES HABITANTS DE NOUVEAU CONFRONTÉS À LA FAMINE

Les restrictions israéliennes et le manque de financement menacent l'une des dernières bouées de sauvetage de Gaza, alors que les Palestiniens font face à une insécurité alimentaire dramatique.

Par Tareq Hajjaj
In mondialisation.ca



À l'aide de morceaux de bois et de plastique que ses enfants ont ramassés près de leur tente dans le quartier de Tal al-Hawa, à Gaza, Heba Dweima, 41 ans, allume un feu pour faire cuire la dernière portion de lentilles contenue dans un colis alimentaire qu'elle a reçu du Programme alimentaire mondial fin octobre.

Heba Dweima vit dans une tente de déplacés qui a été fortement endommagée par la pluie. Elle élève seule ses quatre enfants depuis que son mari a été tué l'année dernière et qu'elle s'est retrouvée toute seule à se battre pour survivre dans les camps de déplacés de Gaza.

Sans emploi ni source de revenus fiable, Heba Dweima et sa famille, comme des milliers d'autres familles à travers la bande de Gaza, dépendent de l'aide des organisations humanitaires pour obtenir de la nourriture, de l'eau et d'autres produits de première nécessité.

« Aujourd'hui, nous avons de quoi manger, alors nous mangeons », a déclaré Dweima. « Demain, nous n'aurons peut-être rien à manger et nous aurons faim. C'est cela désormais la vie à Gaza. »

Elle explique que cela n'a pas toujours été le cas pour les Palestiniens. Avant le génocide, ils pouvaient travailler, diriger des entreprises, investir, élever de la volaille et du bétail, cultiver leurs champs et leurs terres, et gagner leur vie de bien des façons différentes.

Mais le génocide qu'Israël perpètre contre la population de la bande de Gaza depuis octobre 2023, comme le dit Dweima, a tout détruit, laissant les Palestiniens sans aucun moyen de subvenir à leurs besoins. En conséquence, les Palestiniens de toute la bande de Gaza, sans exception, n'ont d'autre choix que d'attendre l'aide humanitaire pour nourrir leurs familles.

Le Programme alimentaire mondial a annoncé fin octobre qu'en raison d'un manque de financement, l'aide alimentaire dans la bande de Gaza serait réduite d'un tiers. Cela signifie qu'un demi-million de personnes perdront l'accès à l'aide qu'elles recevaient chaque mois.

À partir de ce mois-ci, le PAM fournira une aide alimentaire et financière à 1,1 million de personnes parmi les plus vulnérables de Gaza, contre 1,6 million le mois dernier.

Le programme a également indiqué que les familles bénéficiaires « ne recevraient désormais qu'un seul colis alimentaire au lieu de deux, ainsi qu'un sac de farine de blé plus petit que d'habitude. Cela représente la moitié de l'aide alimentaire qu'elles recevaient auparavant. »

Un repas tous les deux jours

Le nombre de repas chauds distribués par le PAM a également été réduit, passant de 250 000 à 150 000 par jour. Dans certaines zones difficiles d'accès situées près de la « ligne jaune », les bénéficiaires recevront désormais un repas chaud tous les deux jours au lieu d'un par jour. Le programme a également réduit le montant de l'aide en espèces fournie à 75 000 familles.

Les habitants de toute la bande de Gaza signalaient déjà des pénuries alimentaires avant même que le PAM n'annonce sa décision de réduire son aide.

Selon la Classification intégrée des phases de sécurité alimentaire (IPC), environ 1,4 million de personnes, soit 67 % de la population de Gaza, sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë atteignant un niveau de crise, voire pire (phase 3 de l'IPC ou supérieure).

Les conséquences de cette décision sont déjà visibles dans différentes parties de la bande de Gaza. Immédiatement après l'annonce, plusieurs boulangeries de Gaza qui recevaient de la farine par l'intermédiaire du PAM ont fermé leurs portes et cessé de vendre du pain subventionné aux habitants.

Cela a donné lieu à tout une série de sit-in, organisés par des personnes déplacées, devant les boulangeries dans plusieurs zones.

Au cours de ces manifestations, les habitants ont exigé que leur accès à la nourriture ne soit pas subordonné à des décisions politiques ou à des pressions financières. Ils ont déclaré qu'ils vivaient une catastrophe dont ils n'étaient en rien responsables, et que le monde devrait se tenir à leurs côtés plutôt que de les priver de nourriture.

« Qu'avons-nous fait pour mériter de mourir de faim ? »

Umm Ibrahim, une femme participant à une manifestation à Khan Younis, explique que la faim se fait de plus en plus pressante. « Maintenant que les points de distribution du Programme alimentaire mondial ont été fermés, nous voyons la menace de la famine se rapprocher rapidement de nous », a-t-elle déclaré.

Umm Ibrahim explique qu'elle-même, ses voisins et ses proches à Khan Younis ont tous perdu leurs maisons, leurs proches et leurs terres. Ils ont été déplacés et contraints de vivre sous des tentes, où ils endurent un hiver rigoureux. Pour couronner le tout, ils sont désormais contraints de vivre sans nourriture.

« Qui pourrait accepter une telle situation ? Qui pourrait trouver cela acceptable ? C'est plus qu'un être humain ne peut supporter. Qu'avons nous fait pour mériter de mourir de faim ? », a-t-elle demandé.

« Ils nous ont tout pris. Même la nourriture dont nous avons besoin est trop précieuse à leurs yeux pour qu'ils nous la laissent. »

Umm Ibrahim adresse son appel au Programme alimentaire mondial, qu'elle décrit comme une bouée de sauvetage pour la population de Gaza. Elle explique que les gens dépendent de l'aide qu'il apporte et que, sans ce programme et son soutien, des milliers de familles seront contraintes de se coucher le ventre vide, laissant leurs enfants sans nourriture car elles ne peuvent rien faire pour les aider.

En mars 2025, la famine a commencé à frapper la population de la bande de Gaza, atteignant finalement un point de rupture. Les gens s'effondraient dans les lieux publics, victimes de l'épuisement, de la faim et de la faiblesse physique.

Des décès dus à la famine étaient signalés quotidiennement à Gaza.

À ce stade, le système de distribution de colis alimentaires a été remplacé par la Fondation humanitaire de Gaza (GHF), qui a pris le contrôle des sites de distribution de l'aide dans toute la bande de Gaza.

Les gens se sont mis à se rendre chaque jour sur ces lieux dans l'espoir d'obtenir de la nourriture.

Mais ces sites ont fini par être qualifiés de « pièges mortels », où les Palestiniens étaient exposés aux tirs de snipers et à des fusillades délibérées. Plus de 2600 Palestiniens ont été tués à l'intérieur ou aux abords de ces sites de distribution alors que la nourriture était distribuée sous la supervision de la GHF.

L'annonce par le Programme alimentaire mondial de sa décision de réduire l'aide à la population de Gaza n'est pas la première restriction que les Palestiniens ont été contraints de subir, et ce ne sera pas la dernière.

En mai dernier, World Central Kitchen, l'un des plus grands fournisseurs de repas chauds de la bande de Gaza, a annoncé qu'elle réduirait ses distributions alimentaires, privant ainsi plus de 500 000 Palestiniens de nourriture. L'organisation a justifié cette décision par des contraintes financières et des pressions liées au financement.

Mais la pression exercée sur les organisations fournissant une aide alimentaire à Gaza ne s'arrête pas là. Au début de cette année, Israël a empêché plus de 37 organisations internationales de renouveler leur autorisation d'opérer dans la bande de Gaza.

La plupart étaient des organisations palestiniennes ou des organisations internationales travaillant en Palestine. Cette décision a eu des conséquences catastrophiques pour la population de Gaza.

La campagne systématique menée par Israël contre les Palestiniens de Gaza continue de viser tous ceux qui sont en mesure de leur apporter une aide.

Debout devant sa tente dans l'un des camps de déplacés de Gaza, Alaa Rabah, 45 ans, père de cinq enfants, affirme qu'Israël veut se débarrasser d'absolument toute la population de Gaza et tous les moyens sont bons : la famine, les bombardements, les assassinats et les déplacements forcés. Il estime qu'Israël ne s'arrêtera pas et ne cédera pas tant que les Palestiniens n'auront pas été éliminés par tous les moyens possibles.

« Ils s'attaquent à nos moyens de subsistance », a déclaré M. Rabah. « Ils nous privent de toute possibilité de travailler sur notre propre terre. Ensuite, ils s'en prennent à ceux qui nous aident, à ceux qui nous apportent de la nourriture, à ceux qui nous apportent de l'eau, à ceux qui nous aident à nourrir nos enfants. Ils nous persécutent et renforcent les restrictions pour empêcher que le monde nous vienne en aide. »

Il a rappelé que la dernière famine avait contraint les habitants de Gaza à manger des plantes sauvages et même de l'herbe, mais que cela n'avait pas diminué leur volonté de survivre.

« Ils veulent que le monde nous oublie, qu'il cesse même de prononcer nos noms ; ils veulent que nous mourions seuls, sans que personne ne le sache », a-t-il déclaré. « Mais ils n'obtiendront pas ce qu'ils veulent. Nous sommes un peuple profondément enraciné dans cette terre. »

Tareq S. Hajjaj

INTERNET

Escales sur le Web

/nternet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LA NATURE, SA PRINCIPALE INSPIRATRICE



Bettina Heinen-Ayech, l'Allemande qui peignait l'Algérie. Décédée à Munich le 7 juin 2020 à l'âge de 82 ans, Bettina Heinen-Ayech est née en 1937 à Solingen (Rhénanie-Allemagne). Son père dramaturge et poète, et sa mère qui tenait un salon littéraire, lui ont légué le goût et le don de l'art. Enfant, ses dessins révélaient déjà un talent qui n'a pas échappé à l'œil averti du peintre Erwin Bowien (1899-1972), ami de la famille, qui entame l'éducation artistique de la petite Bettina. C'est tout naturellement qu'elle fera ses études de 1954 à 1958, à l'École des beaux-arts de Cologne, à l'académie des Beaux-Arts de Munich et à l'Académie royale de Copenhague (Danemark). Artiste-peintre avérée, elle va parcourir le monde et exposer dans plusieurs villes d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Plus de 26 expositions de l'artiste, de dimension internationale, ont été réalisées entre 1955 et 2017.

La nature est sa principale inspiratrice : "Le cycle des saisons et tous les miracles de la nature ont une forte influence sur ma peinture", aimait-elle raconter. "Lors de mes aventures en quête d'un thème et lorsque je suis en pleine nature, je vis une sensation de vision, je perçois une flopée de couleurs m'envahir provenant de différentes dimensions, je ne sais d'où elles viennent, mais ce que je sais c'est que je les ressens et immédiatement je me mets à peindre".

Bettina Heinen, qui fréquente les galeries et ateliers parisiens, va y rencontrer l'homme qui deviendra son mari, Abdelhamid Ayech,(1926-2010) originaire de Guelma. C'est dans cette ville de l'Est algérien qu'ils s'installent au lendemain de l'indépendance, ce qui va constituer un tournant dans la vie et le parcours artistique de Bettina Heinen-Ayech. Qui connaît Guelma et son arrière-pays sait que la nature, d'une beauté époustouflante, offrait à Bettina-Ayech des paysages qui excitaient son esprit créateur et renforçaient son inspiration. L'artiste se met à les immortaliser dans des tableaux dont une partie sera acquise par le Musée national des Beaux-Arts d'Alger en 1968. En 1992, une rétrospective de 120 de ses tableaux est organisée par le même musée. L'année suivante, elle reçoit le prix de la Fondation Baden de Solingen, sa ville natale, en Allemagne.

Elle enchaînera les distinctions et les honneurs en Algérie et dans son pays d'origine. En 2004, une deuxième grande rétrospective se tient aux Beaux-Arts d'Alger. Deux ans après, Bettina-Ayech sera honorée par le ministère algérien de la Culture. Aujourd'hui encore, ses œuvres sont exposées en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Des musées conservent ses œuvres en Algérie, Allemagne, Tunisie, Syrie… Bettina Heinen-Ayech a vécu près d'une cinquantaine d'années à Guelma : "Je peins tellement ce paysage qu'il est devenu une partie de moi-même, bien que l'art ne consiste pas seulement à peindre de beaux paysages. C'est aussi une partie de mon travail de montrer cette beauté".

En novembre 2020, une plaque commémorative a été apposée sur sa maison natale à Solingen. Si ce n'est déjà fait, il est souhaitable qu'un espace public à Guelma ou dans une autre ville porte le nom de cette artiste qui a eu le plaisir et l'honneur de peindre l'Algérie et de porter aux quatre coins du monde les images de sa beauté.

ALI BEDRICI
Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 16/11/2026

L'ORPHELIN

Il était une fois, dans un grand village d'Afrique entouré de baobabs et de champs de mil, un jeune garçon nommé Sékou. Il avait perdu son père très tôt et sa mère quelques années plus tard. Devenu orphelin, il fut recueilli par son oncle, qui lui avait promis de le considérer comme son propre fils.

Mais les promesses des hommes ne sont pas toujours aussi solides que les racines du baobab.

Dans la maison de son oncle, Sékou avait une vie bien différente de celle des autres enfants. Il était toujours le premier à se lever et le dernier à se coucher. Quand il fallait aller chercher de l'eau, couper du bois ou travailler dans les champs sous un soleil brûlant, c'était son nom qu'on appelait en premier. Quand il fallait affronter les difficultés, on se souvenait toujours de lui.

Mais lorsque les récoltes étaient bonnes, lorsque les familles organisaient des fêtes ou partageaient les cadeaux, Sékou était toujours oublié. Les enfants de son oncle recevaient de nouveaux vêtements, de belles chaussures et les meilleurs morceaux de viande. Lui se contentait des restes.

Un jour, alors que le village célébrait une grande fête après une excellente saison agricole, Sékou resta assis à l'écart, regardant les autres enfants danser et se réjouir.

Un vieux sage qui l'observait depuis un moment s'approcha de lui et lui demanda :

— Mon fils, pourquoi tes yeux sont-ils remplis de tristesse alors que tout le village est en fête ?

Le garçon baissa la tête et répondit :

— Père, je ne comprends pas pourquoi je suis toujours assez grand pour porter les malheurs des autres, mais jamais assez important pour partager leurs bonheurs.

Le vieillard fut profondément touché. Il se leva, prit son bâton et se dirigea vers la place publique.

Devant tous les villageois, il déclara d'une voix grave :

— Écoutez bien cette vérité que beaucoup connaissent, mais que peu osent reconnaître : l'orphelin est souvent premier dans le malheur et dernier dans le bonheur. Quand il faut porter les fardeaux, on se souvient de lui ; quand il faut affronter les dangers, on le place devant. Mais lorsque vient le moment de partager les richesses, les honneurs et les réjouissances, on le relègue derrière.



Il marqua une pause, puis ajouta :

— Pourtant, cet enfant n'a pas choisi de perdre ses parents. Pourquoi devrait-il aussi perdre le droit d'être aimé, respecté et heureux ?

Le silence envahit la place. Plusieurs villageois baissèrent la tête. L'oncle de Sékou, honteux, comprit enfin l'injustice qu'il faisait subir à son neveu.

Il s'approcha du garçon, lui prit la main et lui demanda pardon.

À partir de ce jour, Sékou retrouva sa place dans la famille. Il ne fut plus celui qu'on appelait uniquement lorsqu'il y avait du travail, mais aussi celui qu'on invitait lorsqu'il y avait de la joie.

Et le vieux sage, avant de rentrer chez lui, prononça ces paroles que le village n'oublia jamais :

« Un orphelin n'a pas besoin qu'on lui rappelle chaque jour qu'il a perdu ses parents ; il a besoin qu'on lui prouve qu'il n'a pas perdu le droit d'être aimé. »

MORALITÉ : La véritable bonté ne consiste pas seulement à aider celui qui souffre, mais aussi à lui donner une place dans les moments de bonheur. Car perdre ses parents est déjà une grande douleur ; ne lui faites pas perdre également le droit de vivre comme les autres.

Othniel YERIMA

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 16/11/2026

ENTRE NOUS



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:44	12:33	15:28	17:51	19:14

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

LA RÉÉLECTION DE L'ALGÉRIE AU CONSEIL DE L'UIT LUI PERMET DE POURSUIVRE LA DÉFENSE DES PRIORITÉS NATIONALES ET AFRICAINES

La réélection de l'Algérie en qualité de membre du Conseil de l'Union internationale des télécommunications (UIT), au titre de la région Afrique, pour le mandat 2027-2030, lui permettra de poursuivre sa contribution active à l'élaboration des orientations et des stratégies internationales du secteur des télécommunications et à la défense des priorités nationales et africaines, indique un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications.

La réélection de l'Algérie en qualité de membre du Conseil de l'UIT au titre de la région Afrique, à l'issue des élections tenues lundi, en marge des travaux de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union (PP-26), qui se tient à Doha (Qatar), permettra également de "renforcer la coopération internationale en faveur d'un espace numérique inclusif, sûr et durable, dans le respect de la souveraineté numérique des Etats", précise la même source.

A rappeler que l'Algérie avait présenté, dans ce cadre, sept contributions, dont "un nouveau projet de résolution portant sur le renforcement de la résilience des câbles sous-marins de télécommunications", ainsi qu'un autre projet relatif au "renforcement de l'accompagnement de l'Union des instances nationales de régulation des télécommunications", ce qui témoigne de "sa volonté de contribuer à travers des initiatives concrètes à relever les défis



auxquels le secteur est confronté à l'échelle mondiale".

A cette occasion, le ministère de la Poste et des Télécommunications a adressé ses sincères remerciements et sa reconnaissance aux hautes autorités du pays pour "leur soutien et leur accompagnement, qui ont contribué à la réalisation de cet acquis ". Il a également salué les efforts diplomatiques déployés par le ministère des Affaires étrangères, à travers ses services centraux et les deux missions permanentes de l'Algérie à Genève et à New York, ainsi que l'ambassade d'Algérie à Doha, pour appuyer la candidature algérienne et mobiliser les soutiens nécessaires.

Le ministère a également exprimé ses remerciements à l'Etat du Qatar, pays frère, pour "son accueil chaleureux, son hospitalité et l'organisation rigoureuse de cet important événement international".

RA

OLYMPIADES AFRICAINES DES MÉTIERS À ORAN

UN ÉVÉNEMENT QUI RENFORCE LA COOPÉRATION CONTINENTALE

Des responsables et personnalités africains participant à la première édition des Olympiades africaines des métiers, organisée à Oran, ont souligné l'importance de cette manifestation continentale dans le développement des compétences professionnelles des jeunes et le renforcement des échanges d'expériences et de savoir-faire entre les pays africains.

Dans des déclarations à l'APS, en marge de cet événement, la ministre des Petites et moyennes entreprises et de la Promotion de l'emploi, chargée de la Formation professionnelle au Bénin, Awa Bako, a indiqué que ces Olympiades constituent un espace d'échange d'expériences et de compétences entre les pays africains, permettant aux jeunes stagiaires de découvrir les différentes expériences en matière de formation professionnelle et de renforcer ainsi les liens et la coopération entre les pays du continent.

Evoquant l'importance de cette manifestation, qui se poursuit à Oran jusqu'au 19 novembre, l'intervenante a estimé qu'" il est nécessaire d'orienter les spécialités de formation en fonction des besoins du marché du travail, afin de permettre aux diplômés de s'insérer dans la vie professionnelle et de répondre aux exigences des entreprises économiques ".

Elle a ajouté que l'organisation de ce rendez-vous continental par l'Algérie et la participation de délégations de différents pays africains permettront " aux jeunes de mettre en valeur leurs connaissances et leurs compétences, tout en renforçant le rapprochement et en intensifiant la coopération Sud-Sud ". Elle a également salué la diversité et le développement du système de formation professionnelle en Algérie.

De son côté, le directeur général adjoint chargé de la planification et des projets au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation professionnelle de la République du Tchad, Gandjei Gali, a estimé que l'organisation de cette manifestation " constitue une occasion de sensibiliser à l'importance du développement des capacités africaines dans les domaines de l'ingénierie et des compétences, en s'appuyant sur les potentialités et les expertises disponibles au sein du continent, au lieu de se tourner systématiquement vers l'extérieur ".

Il a souligné que la découverte de l'expérience algérienne en matière de développement des compétences professionnelles pourrait constituer une source de motivation pour les jeunes Africains en quête d'emploi et contribuer au renforcement de la coopération entre les pays africains, notamment dans les domaines de la formation, de l'emploi et de la recherche de solutions au chômage, à travers la mise en place de formations adaptées aux besoins du marché du travail.

Pour sa part, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel de la République du Congo, Gustave Fulgence René Adicolle Goum, a exprimé sa satisfaction de prendre part à cette compétition continentale, considérant qu'elle constitue un facteur de motivation pour les jeunes Africains afin d'acquérir les compétences nécessaires à leur insertion professionnelle et sociale.

Il a précisé que son pays participe avec quatre étudiants poursuivant leur formation dans des instituts algériens dans la spécialité d'architecture d'intérieur. Cette participation, a-t-il relevé, témoigne de l'importance de la formation dispensée par l'Algérie aux étudiants africains et leur permet d'acquérir des expériences et des compétences qu'ils pourront transmettre et partager avec les jeunes de leurs pays respectifs à leur retour.

Ces déclarations mettent en évidence l'importance des Olympiades africaines des métiers en tant qu'espace continental de valorisation des compétences des jeunes, de consolidation de la coopération entre les établissements de formation professionnelle des pays africains et de renforcement des échanges d'expériences et de savoir-faire, contribuant ainsi à la préparation de compétences capables de s'adapter aux mutations économiques et technologiques et de répondre aux besoins du marché du travail sur le continent, qui connaît de profondes transformations dans les domaines des technologies et de la souveraineté numérique, dans un contexte d'évolutions géopolitiques renforçant sa place sur la scène mondiale.

RS

CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN

CAMPAGNE SUR L'IMPORTANCE DU DÉPISTAGE PRÉCOCE DU CANCER DE LA PROSTATE

Le Croissant rouge algérien (CRA) a organisé, mardi à Alger, une campagne de sensibilisation sur l'importance du dépistage précoce du cancer de la prostate et de sa prévention, dans le but d'ancrer la culture de l'examen médical périodique en tant que pilier fondamental de la prévention sanitaire. Organisée en coordination avec la Société d'exploitation du métro d'Alger (SEMA), cette campagne vise à renforcer la sensibilisation sanitaire et à ancrer une culture de prévention, en mettant l'accent sur l'importance du dépistage précoce du cancer de la prostate, ainsi que sur la sensibilisation concernant ses facteurs de risque, ses symptômes, ses complications et les moyens de s'en prémunir, notamment à travers l'examen médical périodique et l'adoption d'une alimentation saine.

Cette initiative, organisée au niveau de la station de métro de la place des Martyrs, a connu la participation de médecins et de spécialistes relevant du CRA, qui ont prodigué des conseils médicaux aux citoyens afin de les informer sur les facteurs de risque, de les encourager à effectuer des examens médicaux périodiques et à bénéficier des services de prévention sanitaire. Des dépliants contenant diverses informations sur le cancer de la prostate ont également été distribués. Cette campagne a connu une affluence notable de citoyens, qui ont bénéficié du service d'analyse de dépistage de cette maladie, leur permettant ainsi de prendre connaissance de leurs indicateurs de santé.

A ce propos, Dr. Hind Moussaoui, chargée des campagnes de sensibilisation au sein de la commission médicale du CRA, a indiqué que cette campagne constitue "une occasion de sensibiliser les citoyens à la nécessité du dépistage précoce du cancer de la prostate et de les informer sur ses complications", soulignant que "lorsqu'une analyse révèle qu'une personne est atteinte de cette maladie, celle-ci est orientée vers un médecin spécialiste".

RS